



**PROVENCE-ALPES-  
CÔTE-D'AZUR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°R93-2023-096

PUBLIÉ LE 27 JUIN 2023

# Sommaire

## **Agence régionale de santé PACA /**

R93-2023-06-09-00103 - 84 - CHS DE MONTFAVET - Arrêté fixant les produits de l'hospitalisation relatifs aux dotations annuelles de financement, aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, aux dotations de la psychiatrie et urgences ainsi qu'aux forfaits annuels pour l'année 2023 (2 pages)	Page 4
R93-2023-06-09-00105 - 84 - CLINIQUE SAINTE CATHERINE - Arrêté fixant les produits de l'hospitalisation relatifs aux dotations annuelles de financement, aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, aux dotations de la psychiatrie et urgences ainsi qu'aux forfaits annuels pour l'année 2023 (2 pages)	Page 7
R93-2023-06-09-00106 - 84 - GCS UNITE SENOLOGIQUE VENTOUX - Arrêté fixant les produits de l'hospitalisation relatifs aux dotations annuelles de financement, aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, aux dotations de la psychiatrie et urgences ainsi qu'aux forfaits annuels pour l'année 2023 (2 pages)	Page 10
R93-2023-06-09-00107 - 84 - HADAR - Arrêté fixant les produits de l'hospitalisation relatifs aux dotations annuelles de financement, aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, aux dotations de la psychiatrie et urgences ainsi qu'aux forfaits annuels pour l'année 2023 (2 pages)	Page 13
R93-2023-06-21-00317 - DECISION 840011738 20230621 (7 pages)	Page 16
R93-2023-06-21-00318 - DECISION 840011746 20230621 (7 pages)	Page 24
R93-2023-06-21-00319 - DECISION 840011753 20230621 (7 pages)	Page 32
R93-2023-06-21-00320 - DECISION 840011795 20230621 (7 pages)	Page 40
R93-2023-06-21-00321 - DECISION 840011803 20230621 (7 pages)	Page 48
R93-2023-06-21-00322 - DECISION 840012223 20230621 (7 pages)	Page 56
R93-2023-06-21-00323 - DECISION 840012678 20230621 (7 pages)	Page 64

## **Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt PACA /**

R93-2023-03-03-00033 - Décision tacite d'autorisation d'exploiter de la SAS PROVENCE AGRI HEMP 84360 LAURIS (2 pages)	Page 72
R93-2023-02-20-00012 - Décision tacite d'autorisation d'exploiter de M. Tom CHAILLAN 04170 MORIEZ (2 pages)	Page 75
R93-2023-02-20-00010 - Décision tacite d'autorisation d'exploiter de M. Antoine LOGE et Mme Typhenn ALIX 04700 ENTREVENNES (2 pages)	Page 78
R93-2023-03-03-00034 - Décision tacite d'autorisation d'exploiter de Mme Emilie SCORDO 84380 MAZAN (2 pages)	Page 81

R93-2023-02-20-00011 - Décision tacite d'autorisation d'exploiter de Mme Lise REBATTU 04850 JAUSIERS (2 pages)	Page 84
R93-2023-05-11-00006 - Décision tacite d'autorisation d'exploiter du GAEC BERGERIE DES OLIVIERS 848410 AUBIGNAN (4 pages)	Page 87
<b>Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités - Provence-Alpes-Côte d Azur /</b>	
R93-2023-06-27-00001 - ARRETE MODIFICATIF portant nomination des membres du jury final et du jury de rattrapage pour l attribution du Diplôme d Etat d ergothérapeute au titre de l année 2023 (2 pages)	Page 92
R93-2023-06-27-00002 - Arrêté portant nomination des membres du jury du Diplôme d Etat de Préparateur en Pharmacie Hospitalière Session de Juillet 2023 et session de rattrapage (3 pages)	Page 95
R93-2023-06-15-00005 - Arrêté portant nomination des membres du jury du diplôme d État d Éducateur de Jeunes Enfants Session 2023 (4 pages)	Page 99
R93-2023-06-23-00002 - AVIS DE PUBLICATION DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION PARITAIRE REGIONALE INTERPROFESSIONNELLE DE LA REGION PACA POUR LE MANDAT 2022-2025 (2 pages)	Page 104
<b>DIRM MED /</b>	
R93-2023-06-23-00001 - Arrêté portant modification de l arrêté du 14 novembre 2022 encadrant des activités de pêche maritime professionnelle et de loisir des bivalves fouisseurs sur le littoral de l'étang de Berre et hors des limites administratives du Grand Port Maritime de Marseille (3 pages)	Page 107
<b>Secrétariat général pour l'administration Du Ministère de L'intérieur SUD /</b>	
R93-2023-06-23-00003 - Arrêté fixant la composition de la commission de sélection des policiers adjoints de la Police Nationale 3ème session 2023 - Centre de Toulouse (3 pages)	Page 111
R93-2023-06-16-00076 - arrêté jury TECH PTS session 2024 (3 pages)	Page 115

Agence régionale de santé PACA

R93-2023-06-09-00103

84 - CHS DE MONTFAVET - Arrêté fixant les produits de l'hospitalisation relatifs aux dotations annuelles de financement, aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, aux dotations de la psychiatrie et urgences ainsi qu'aux forfaits annuels pour l'année 2023

Marseille, le 09 Juin 2023

**ARRETE**

**fixant les produits de l'hospitalisation relatifs aux dotations annuelles de financement, aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, aux dotations de la psychiatrie ainsi qu'aux forfaits annuels pour l'année 2023**

Finess : 840000137

au CHS DE MONTFAVET

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE**

- VU Le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L.162-22-13, L.174-1, R.162-32 et suivants ;
- VU Le code de la santé publique modifié notamment ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-10 et suivants ;
- VU La loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU La loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU La loi 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023 ;
- VU Le décret n° 2017-500 du 6 avril 2017 relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation ;
- VU Le décret n° 2018-130 du 23 février 2018 relatif à la prise en compte d'allègements fiscaux et sociaux dans les tarifs des établissements de santé ;
- VU Le décret n°2019-121 du 21 février 2019 portant modification de dispositions réglementaires du code de la sécurité sociale relatives à l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins ;
- VU Le décret n°2021-1255 du 29 septembre 2021 relatif à la réforme de financement des activités de psychiatrie ;
- VU L'arrêté du 25 mars 2022 fixant pour l'année 2022 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de psychiatrie ;
- VU L'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU L'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation ;
- VU L'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de psychiatrie ;
- VU L'arrêté du 30 mars 2023 fixant pour l'année 2023 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale ;
- VU L'arrêté du 31 décembre 2022 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé par les caisses
- VU L'arrêté du 30 mars 2023 relatif aux dotations relatives à la file active et à la qualité du codage mentionnées à l'article R. 162-31-3 du code de la sécurité sociale dans le champ des activités de psychiatrie ;
- VU L'arrêté du 31 décembre 2022 fixant les modalités de calculs du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15, la liste des indicateurs obligatoires pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins et les conditions de mise à disposition du public de certains résultats par l'établissement de santé ;
- VU L'arrêté du 10 mai 2023 fixant, pour l'année 2023, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, les dotations urgences, les dotations relatives à la psychiatrie mentionnées aux 1°, 3°, 5°, 6°, 8° de l'article R. 162-31-1 du même code, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code ;
- VU La circulaire DGOS/R1/2023/70 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2023 des établissements de santé, validée par le conseil national de pilotage le 5 mai 2023 - visa CNP 2023-37 ;

ARRETE

**Article 1er : Le montant total des produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à :  
CHS DE MONTFAVET**

**pour l'exercice 2023 est fixé à : 121 097 808 € et se décompose comme suit :**

**Forfaits relatifs au financement de l'activité de soins médicaux et réadaptation**

Les forfaits correspondant à la part activité de Dotation modulée à l'Activité (DMA) et à la fraction des recettes d'actes et consultations externes, sont fixés comme suit :

Forfait "part activité" DMA SMR théorique	144 468 €
Forfait ACE SMR théorique	1 763 €

**Forfaits IFAQ**

Forfait IFAQ SMR	3 411 €	
IFAQ SMR - Provisoire (pour rappel)	3 411 €	en paiement unique
IFAQ SMR - Régularisation	0 €	
Forfait IFAQ Psy	1 254 916 €	
IFAQ psy - Provisoire (pour rappel)	1 254 916 €	en paiement unique
IFAQ psy- Régularisation	0 €	

A compter du 1er janvier 2024, dans l'attente de la fixation du montant du forfait sus-cité pour l'année 2023, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement sur la base d'un douzième des montants fixés.

**Dotation annuelle de financement (DAF)**

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé et réparti comme suit :

Dotation annuelle de financement SMR	1 348 824 €
--------------------------------------	-------------

**La DAF SMR intègre des crédits non reconductibles à hauteur de: 73 303 €**  
dont 0 € sont à verser en une seule fois.

**Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC) au titre des activités SMR**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale est fixé et réparti comme suit :

Missions d'Intérêt Général SMR	0 €
Aide à la Contractualisation SMR	0 €

**La dotation MIGAC SMR intègre des crédits non reconductibles à hauteur de: 0 €**

**Dotation provisionnelle en psychiatrie**

Le montant des dotations de financement mentionnées à l'article R162-31-1 du code de la sécurité sociale est fixé et réparti comme suit :

Dotation populationnelle	84 587 971 €
Dotation nouvelles activités	239 700 €
Dotation transformation	3 860 516 €
Dotation recherche	0 €
Dotation activités spécifiques	15 538 480 €
Dotation qualité du codage 2022	241 063 €
Dotation file active	13 876 696 €

**La DAF Unité de soins de longue durée**

Le montant des ressources d'assurance maladie afférentes aux soins dispensés dans les unités ou centres de longs séjours mentionnés à l'article L.174-5 du code de la sécurité sociale et versées sous forme de forfait global de soins est fixé, comme suit :

Dotation annuelle de financement USLD	0 €
---------------------------------------	-----

**La DAF USLD intègre des crédits non reconductibles à hauteur de: 0 €**

**Article 2 : Un recours contre le présent arrêté peut être introduit dans le délai d'un mois à compter de sa notification à l'établissement auprès du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon**

**Article 3 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse pivot, pour exécution.**

Pour le Directeur général, empêché et par délégation,  
Le responsable du service Régularisation financière et budgétaire des établissements de  
santé,



Olivier PANZA

Agence régionale de santé PACA

R93-2023-06-09-00105

84 - CLINIQUE SAINTE CATHERINE - Arrêté fixant les produits de l'hospitalisation relatifs aux dotations annuelles de financement, aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, aux dotations de la psychiatrie et urgences ainsi qu'aux forfaits annuels pour l'année 2023

ARRETE

fixant les produits de l'hospitalisation relatifs aux dotations annuelles de financement, aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, aux dotations de la psychiatrie et urgences ainsi qu'aux forfaits annuels pour l'année 2023

Finess : 840000350

à la CLINIQUE SAINTE CATHERINE

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE

- VU Le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L.162-22-8-2, L.162-22-13, L.162-22-14, L.162-22-19, L.174-1, R.162-32 et suivants ;
- VU Le code de la santé publique modifié notamment ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-10 et suivants ;
- VU La loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié ;
- VU La loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU La loi 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023 ;
- VU Le décret n° 2017-500 du 6 avril 2017 relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation ;
- VU Le décret n°2018-130 du 23 février 2018 relatif à la prise en compte d'allègements fiscaux et sociaux dans les tarifs des établissements de santé ;
- VU Le décret n°2019-121 du 21 février 2019 portant modification de dispositions réglementaires du code de la sécurité sociale relatives à l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins ;
- VU Le décret n° 2021-216 du 25 février 2021 relatif à la réforme du financement des structures des urgences et des structures mobiles d'urgence et de réanimation et portant diverses dispositions relatives aux établissements de santé ;
- VU Le décret n° 2021-1255 du 29 septembre 2021 relatif à la réforme de financement des activités de psychiatrie ;
- VU L'arrêté du 4 mars 2015 relatif au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique ;
- VU L'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;
- VU L'arrêté du 17 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 6 avril 2021 relatif aux modalités de financement mentionnées à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale des structures des urgences et des structures mobiles d'urgence et de réanimation ;
- VU L'arrêté du 31 décembre 2022 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé par les caisses d'assurance maladie ou par la caisse nationale militaire de sécurité sociale ;
- VU L'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU L'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun, aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L.162-22-09 du code de la sécurité sociale ;
- VU L'arrêté du 28 mars 2023 portant détermination pour 2023 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- VU L'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation ;
- VU L'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de psychiatrie ;
- VU L'arrêté du 30 mars 2023 fixant pour l'année 2023 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale ;
- VU L'arrêté du 30 mars 2023 fixant pour l'année 2023 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;
- VU L'arrêté du 30 mars 2023 relatif aux dotations relatives à la file active et à la qualité du codage mentionnées à l'article R. 162-31-3 du code de la sécurité sociale dans le champ des activités de psychiatrie ;
- VU L'arrêté du 31 décembre 2022 fixant les modalités de calculs du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15, la liste des indicateurs obligatoires pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins et les conditions de mise à disposition du public de certains résultats par l'établissement de santé ;
- VU L'arrêté du 10 mai 2023 fixant, pour l'année 2023, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, les dotations urgences, les dotations relatives à la psychiatrie mentionnées aux 1°, 3°, 5°, 6°, 8° de l'article R. 162-31-1 du même code, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code ;
- VU La circulaire DGOS/R1/2023/70 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2023 des établissements de santé, validée par le conseil national de pilotage le 5 mai 2023 - visa CNP 2023-37 ;



**ARRETE**

Article 1er : Le montant total des produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versé à :

**CLINIQUE SAINTE CATHERINE**

pour l'exercice 2023 est fixé à :

1 449 880 €, et se décompose comme suit :

**Forfaits annuels mentionnés aux articles L.162-22-8 et L162-22-8-1 du code de la sécurité sociale**

Forfait Coordination de prélèvements d'organes	0 €
Forfait Greffes	0 €
Forfait Activité Isolée	0 €

**Forfaits relatifs au financement de l'activité de soins de suite et de réadaptation**

Les forfaits correspondant à la part activité de Dotation modulée à l'Activité (DMA) et à la fraction des recettes d'actes et consultations externes, sont fixés comme suit :

Forfait "part activité" de DMA SMR théorique	0 €
Forfait ACE SMR théorique	0 €

**Forfaits IFAQ**

IFAQ MCO/HAD	387 224	
IFAQ MCO/HAD Provisoire (pour rappel)	387 224	
IFAQ MCO/HAD Régularisation	0	
IFAQ SMR	0	€ en paiement unique
IFAQ SMR Provisoire (pour rappel)	0	
IFAQ SMR Régularisation	0	
IFAQ Psy provisoire	0	

A compter du 1er janvier 2024, dans l'attente de la fixation des montants des forfaits sus-cités pour l'année 2024, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement sur la base d'un douzième des montants fixés.

**Dotation populationnelle Urgences mentionnée à l'article L.162-22-8-2 du code de la sécurité sociale**

Dotation Populationnelle	0 €
Dotation Complémentaire	0 €

A compter du 1er janvier 2023, dans l'attente de la fixation des montants des forfaits sus-cités pour l'année 2023, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement sur la base d'un douzième des montants fixés au titre de la dotation populationnelle Urgences.

**Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités MCO**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L162-23-8 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

Missions d'Intérêt Général	738 871 €
Aide à la Contractualisation	323 785 €

La dotation MIGAC intègre des crédits non reconductibles à hauteur de :

349 503 €

dont 0 € sont à verser en une seule fois.

**Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités SMR**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale est fixé et réparti comme suit :

Missions d'Intérêt Général	0 €
Aide à la Contractualisation	0 €

**Dotation annuelle de financement (DAF)**

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

Dotation annuelle de financement SMR	0 €
--------------------------------------	-----

La DAF SMR intègre des crédits non reconductibles à hauteur de :

0 €

dont 0 € sont à verser en une seule fois.

La dotation MIGAC SMR intègre des crédits non reconductibles à hauteur de :

0 €

dont 0 € sont à verser en une seule fois.

**Dotations de psychiatrie**

Le montant des dotations de financement mentionnées à l'article R162-31-1 du code de la sécurité sociale est fixé et réparti comme suit :

Dotation populationnelle	0 €
Dotation nouvelles activités	0 €
Dotation transformation	0 €
Dotation recherche	0 €
Dotation activités spécifiques	0 €
Dotation qualité du codage	0 €
Dotation file active	0 €

**Unité de soins de longue durée**

Le montant des ressources d'assurance maladie afférentes aux soins dispensés dans les unités ou centres de longs séjours mentionnées à l'article L.174-5 du code de la sécurité sociale et versées sous forme de forfait global de soins est fixé, comme suit :

Dotation annuelle de financement	non concerné €
----------------------------------	----------------

La DAF USLD intègre des crédits non reconductibles à hauteur de :

0 €

dont 0 € sont à verser en une seule fois.

Article 2 : Un recours contre le présent arrêté peut être introduit auprès du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon dans un délai d'un mois à compter de sa notification à l'établissement.

Article 3 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse pivot pour exécution.

Pour le Directeur général empêché et par délégation  
le Directeur de la direction de l'organisation des soins,

Anthony Valdez

Agence régionale de santé PACA

R93-2023-06-09-00106

84 - GCS UNITE SENOLOGIQUE VENTOUX -  
Arrêté fixant les produits de l'hospitalisation  
relatifs aux dotations annuelles de financement,  
aux missions d'intérêt général et d'aide à la  
contractualisation, aux dotations de la  
psychiatrie et urgences ainsi qu'aux forfaits  
annuels pour l'année 2023

Marseille, le 9 Juin 2023

ARRETE

fixant les produits de l'hospitalisation relatifs aux dotations annuelles de financement, aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, aux dotations de la psychiatrie et urgences ainsi qu'aux forfaits annuels pour l'année 2023

Finess : 840019053  
Finess 2 : 0

au GCS UNITE SENOLOGIQUE VENTOUX

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE

- VU Le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L.162-22-8-2, L.162-22-13, L.162-22-14, L.162-22-19, L.174-1, R.162-32 et suivants ;
- VU Le code de la santé publique modifié notamment ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-10 et suivants ;
- VU La loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié ;
- VU La loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU La loi 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023 ;
- VU Le décret n° 2017-500 du 6 avril 2017 relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation ;
- VU Le décret n°2018-130 du 23 février 2018 relatif à la prise en compte d'allègements fiscaux et sociaux dans les tarifs des établissements de santé ;
- VU Le décret n°2019-121 du 21 février 2019 portant modification de dispositions réglementaires du code de la sécurité sociale relatives à l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins ;
- VU Le décret n° 2021-216 du 25 février 2021 relatif à la réforme du financement des structures des urgences et des structures mobiles d'urgence et de réanimation et portant diverses dispositions relatives aux établissements de santé ;
- VU Le décret n° 2021-1255 du 29 septembre 2021 relatif à la réforme de financement des activités de psychiatrie ;
- VU L'arrêté du 4 mars 2015 relatif au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique ;
- VU L'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;
- VU L'arrêté du 17 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 6 avril 2021 relatif aux modalités de financement mentionnées à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale des structures des urgences et des structures mobiles d'urgence et de réanimation ;
- VU L'arrêté du 31 décembre 2022 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé par les caisses d'assurance maladie ou par la caisse nationale militaire de sécurité sociale ;
- VU L'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU L'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun, aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L.162-22-09 du code de la sécurité sociale ;
- VU L'arrêté du 28 mars 2023 portant détermination pour 2023 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- VU L'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation ;
- VU L'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de psychiatrie ;
- VU L'arrêté du 30 mars 2023 fixant pour l'année 2023 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale ;
- VU L'arrêté du 30 mars 2023 fixant pour l'année 2023 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;
- VU L'arrêté du 30 mars 2023 relatif aux dotations relatives à la file active et à la qualité du codage mentionnées à l'article R. 162-31-3 du code de la sécurité sociale dans le champ des activités de psychiatrie ;
- VU L'arrêté du 31 décembre 2022 fixant les modalités de calculs du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15, la liste des indicateurs obligatoires pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins et les conditions de mise à disposition du public de certains résultats par l'établissement de santé ;
- VU L'arrêté du 10 mai 2023 fixant, pour l'année 2023, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, les dotations urgences, les dotations relatives à la psychiatrie mentionnées aux 1°, 3°, 5°, 6°, 8° de l'article R. 162-31-1 du même code, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code ;
- VU La circulaire DGOS/R1/2023/70 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2023 des établissements de santé, validée par le conseil national de pilotage le 5 mai 2023 - visa CNP 2023-37 ;

ARRETE

Article 1er : Le montant total des produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versé à :

GCS UNITE SENOLOGIQUE VENTOUX

pour l'exercice 2023 est fixé à : 3 524 €, et se décompose comme suit :

Forfaits annuels mentionnés aux articles L.162-22-8 et L162-22-8-1 du code de la sécurité sociale

Forfait Coordination de prélèvements d'organes	0 €
Forfait Greffes	0 €
Forfait Activité Isolée	0 €

Forfaits relatifs au financement de l'activité de soins de suite et de réadaptation

Les forfaits correspondant à la part activité de Dotation modulée à l'Activité (DMA) et à la fraction des recettes d'actes et consultations externes, sont fixés comme suit :

Forfait "part activité" de DMA SMR théorique	0 €
Forfait ACE SMR théorique	0 €

Forfaits IFAQ

IFAQ MCO/HAD	2 080	
IFAQ MCO/HAD Provisoire (pour rappel)	2 080	
IFAQ MCO/HAD Régularisation	0	
IFAQ SMR	0	€ en paiement unique
IFAQ SMR Provisoire (pour rappel)	0	
IFAQ SMR Régularisation	0	
IFAQ Psy provisoire	0	

A compter du 1er janvier 2024, dans l'attente de la fixation des montants des forfaits sus-cités pour l'année 2024, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement sur la base d'un douzième des montants fixés.

Dotation populationnelle Urgences mentionnée à l'article L.162-22-8-2 du code de la sécurité sociale

Dotation Populationnelle	0 €
Dotation Complémentaire	0 €

A compter du 1er janvier 2023, dans l'attente de la fixation des montants des forfaits sus-cités pour l'année 2023, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement sur la base d'un douzième des montants fixés au titre de la dotation populationnelle Urgences.

Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités MCO

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L162-23-8 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

Missions d'Intérêt Général	0 €
Aide à la Contractualisation	1 444 €

La dotation MIGAC intègre des crédits non reconductibles à hauteur de : 1 444 €  
dont 0 € sont à verser en une seule fois.

Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités SMR

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale est fixé et réparti comme suit :

Missions d'Intérêt Général	0 €
Aide à la Contractualisation	0 €

Dotation annuelle de financement (DAF)

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

Dotation annuelle de financement SMR	0 €
--------------------------------------	-----

La DAF SMR intègre des crédits non reconductibles à hauteur de : 0 €

dont 0 € sont à verser en une seule fois.

La dotation MIGAC SMR intègre des crédits non reconductibles à hauteur de : 0 €

dont 0 € sont à verser en une seule fois.

Dotations de psychiatrie

Le montant des dotations de financement mentionnées à l'article R162-31-1 du code de la sécurité sociale est fixé et réparti comme suit :

Dotation populationnelle	0 €
Dotation nouvelles activités	0 €
Dotation transformation	0 €
Dotation recherche	0 €
Dotation activités spécifiques	0 €
Dotation qualité du codage	0 €
Dotation file active	0 €

Unité de soins de longue durée

Le montant des ressources d'assurance maladie afférentes aux soins dispensés dans les unités ou centres de longs séjours mentionnées à l'article L.174-5 du code de la sécurité sociale et versées sous forme de forfait global de soins est fixé, comme suit :

Dotation annuelle de financement	non concerné €
----------------------------------	----------------

La DAF USLD intègre des crédits non reconductibles à hauteur de : 0 €

dont 0 € sont à verser en une seule fois.

Article 2 : Un recours contre le présent arrêté peut être introduit auprès du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon dans un délai d'un mois à compter de sa notification à l'établissement.

Article 3 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse pivot pour exécution.

Pour le Directeur général empêché et par délégation  
le Directeur de la direction de l'organisation des soins,



Anthony Valdez

Agence régionale de santé PACA

R93-2023-06-09-00107

84 - HADAR - Arrêté fixant les produits de l'hospitalisation relatifs aux dotations annuelles de financement, aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, aux dotations de la psychiatrie et urgences ainsi qu'aux forfaits annuels pour l'année 2023

ARRETE

fixant les produits de l'hospitalisation relatifs aux dotations annuelles de financement, aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, aux dotations de la psychiatrie et urgences ainsi qu'aux forfaits annuels pour l'année 2023

Finess : 840011340

au HAD AVIGNON ET SA REGION

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE

- VU Le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L.162-22-8-2, L.162-22-13, L.162-22-14, L.162-22-19, L.174-1, R.162-32 et suivants ;
- VU Le code de la santé publique modifié notamment ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-10 et suivants ;
- VU La loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié ;
- VU La loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU La loi 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023 ;
- VU Le décret n° 2017-500 du 6 avril 2017 relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation ;
- VU Le décret n°2018-130 du 23 février 2018 relatif à la prise en compte d'allègements fiscaux et sociaux dans les tarifs des établissements de santé ;
- VU Le décret n°2019-121 du 21 février 2019 portant modification de dispositions réglementaires du code de la sécurité sociale relatives à l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins ;
- VU Le décret n° 2021-216 du 25 février 2021 relatif à la réforme du financement des structures des urgences et des structures mobiles d'urgence et de réanimation et portant diverses dispositions relatives aux établissements de santé ;
- VU Le décret n° 2021-1255 du 29 septembre 2021 relatif à la réforme de financement des activités de psychiatrie ;
- VU L'arrêté du 4 mars 2015 relatif au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique ;
- VU L'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;
- VU L'arrêté du 17 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 6 avril 2021 relatif aux modalités de financement mentionnées à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale des structures des urgences et des structures mobiles d'urgence et de réanimation ;
- VU L'arrêté du 31 décembre 2022 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé par les caisses d'assurance maladie ou par la caisse nationale militaire de sécurité sociale ;
- VU L'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU L'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun, aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L.162-22-09 du code de la sécurité sociale ;
- VU L'arrêté du 28 mars 2023 portant détermination pour 2023 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- VU L'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation ;
- VU L'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de psychiatrie ;
- VU L'arrêté du 30 mars 2023 fixant pour l'année 2023 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale ;
- VU L'arrêté du 30 mars 2023 fixant pour l'année 2023 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;
- VU L'arrêté du 30 mars 2023 relatif aux dotations relatives à la file active et à la qualité du codage mentionnées à l'article R. 162-31-3 du code de la sécurité sociale dans le champ des activités de psychiatrie ;
- VU L'arrêté du 31 décembre 2022 fixant les modalités de calculs du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15, la liste des indicateurs obligatoires pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins et les conditions de mise à disposition du public de certains résultats par l'établissement de santé ;
- VU L'arrêté du 10 mai 2023 fixant, pour l'année 2023, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, les dotations urgences, les dotations relatives à la psychiatrie mentionnées aux 1°, 3°, 5°, 6°, 8° de l'article R. 162-31-1 du même code , ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code ;
- VU La circulaire DGOS/R1/2023/70 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2023 des établissements de santé, validée par le conseil national de pilotage le 5 mai 2023 - visa CNP 2023-37 ;

**ARRETE****Article 1er : Le montant total des produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versé à :****HAD AVIGNON ET SA REGION**

pour l'exercice 2023 est fixé à :

**173 247 €, et se décompose comme suit :****Forfaits annuels mentionnés aux articles L.162-22-8 et L162-22-8-1 du code de la sécurité sociale**

Forfait Coordination de prélèvements d'organes	0 €
Forfait Greffes	0 €
Forfait Activité Isolée	0 €

**Forfaits relatifs au financement de l'activité de soins de suite et de réadaptation**

Les forfaits correspondant à la part activité de Dotation modulée à l'Activité (DMA) et à la fraction des recettes d'actes et consultations externes, sont fixés comme suit :

Forfait "part activité" de DMA SMR théorique	0 €
Forfait ACE SMR théorique	0 €

**Forfaits IFAQ**

IFAQ MCO/HAD	80 843	
IFAQ MCO/HAD Provisoire (pour rappel)	80 843	
IFAQ MCO/HAD Régularisation	0	
IFAQ SMR	0	€ en paiement unique
IFAQ SMR Provisoire (pour rappel)	0	
IFAQ SMR Régularisation	0	
IFAQ Psy provisoire	0	

A compter du 1er janvier 2024, dans l'attente de la fixation des montants des forfaits sus-cités pour l'année 2024, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement sur la base d'un douzième des montants fixés.

**Dotation populationnelle Urgences mentionnée à l'article L.162-22-8-2 du code de la sécurité sociale**

Dotation Populationnelle	0 €
Dotation Complémentaire	0 €

A compter du 1er janvier 2023, dans l'attente de la fixation des montants des forfaits sus-cités pour l'année 2023, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement sur la base d'un douzième des montants fixés au titre de la dotation populationnelle Urgences.

**Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités MCO**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L162-23-8 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

Missions d'Intérêt Général	0 €
Aide à la Contractualisation	92 404 €

**La dotation MIGAC intègre des crédits non reconductibles à hauteur de :****92 404 €***dont 0 € sont à verser en une seule fois.***Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités SMR**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale est fixé et réparti comme suit :

Missions d'Intérêt Général	0 €
Aide à la Contractualisation	0 €

**Dotation annuelle de financement (DAF)**

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

Dotation annuelle de financement SMR	0 €
--------------------------------------	-----

**La DAF SMR intègre des crédits non reconductibles à hauteur de :****0 €***dont 0 € sont à verser en une seule fois.***La dotation MIGAC SMR intègre des crédits non reconductibles à hauteur de :****0 €***dont 0 € sont à verser en une seule fois.***Dotations de psychiatrie**

Le montant des dotations de financement mentionnées à l'article R162-31-1 du code de la sécurité sociale est fixé et réparti comme suit :

Dotation populationnelle	0 €
Dotation nouvelles activités	0 €
Dotation transformation	0 €
Dotation recherche	0 €
Dotation activités spécifiques	0 €
Dotation qualité du codage	0 €
Dotation file active	0 €

**Unité de soins de longue durée**

Le montant des ressources d'assurance maladie afférentes aux soins dispensés dans les unités ou centres de longs séjours mentionnées à l'article L.174-5 du code de la sécurité sociale et versées sous forme de forfait global de soins est fixé, comme suit :

Dotation annuelle de financement	non concerné €
----------------------------------	----------------

**La DAF USLD intègre des crédits non reconductibles à hauteur de :****0 €***dont 0 € sont à verser en une seule fois.***Article 2 : Un recours contre le présent arrêté peut être introduit auprès du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon dans un délai d'un mois à compter de sa notification à l'établissement.****Article 3 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement et à la caisse pivot pour exécution.**Pour le Directeur général empêché et par délégation  
le Directeur de la direction de l'organisation des soins,

Anthony Valdez

Agence régionale de santé PACA

R93-2023-06-21-00317

DECISION 840011738 20230621



**DECISION TARIFAIRE N°620 PORTANT MODIFICATION  
DU FORFAIT GLOBAL DE SOINS POUR 2022 CONCERNANT  
EHPAD LA BASTIDE DU LUBERON - 840011738**

**Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur**

- VU** le Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L.314-3 et L.314-3-1 ;
- VU** la Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;
- VU** la Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (loi ELAN) ;
- VU** la loi n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023 ;
- VU** le Décret n° 91-155 du 6 février 1991 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;
- VU** le Décret n° 2021-740 du 8 juin 2021 relatif au versement d'une prime temporaire de revalorisation à certains personnels relevant de la fonction publique hospitalière ;
- VU** le Décret n° 2021-1257 du 29 septembre 2021 portant statut particulier du corps des aides-soignants et des auxiliaires de puériculture de la fonction publique hospitalière ;
- VU** le Décret n° 2021-1260 du 29 septembre 2021 fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps des cadres de santé paramédicaux de la fonction publique hospitalière; Instruction N°DGCS/3B/DSS/A/CNSA /2016/22 du 22 janvier 2016 relative à la mise en œuvre du plan de prévention des départs non souhaités de personnes handicapées vers la Belgique et à la procédure d'orientation et de prise en charge des personnes accueillies dans des ESMS situés sur le territoire wallon ;
- VU** le Décret n° 2021-1262 du 29 septembre 2021 fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés de la fonction publique hospitalière ;
- VU** le Décret n° 2021-1256 du 29 septembre 2021 revalorisant le déroulement de carrière des corps paramédicaux de la catégorie A de la fonction publique hospitalière ;
- VU** le Décret n° 2021-1932 du 30 décembre 2021 relatif au tarif minimal applicable aux heures d'aide à domicile et à la dotation visant à garantir le fonctionnement intégré de l'aide et du soin au sein d'un service autonomie à domicile mentionnés à l'article L. 314-2-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** le Décret n° 2022-994 du 7 juillet 2022 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation ;
- VU** l'Instruction N° DGCS/SD3B/2021/105 du 14 mai 2021 relative à la diffusion du cahier des charges nationales des dispositifs d'accompagnement à la périnatalité et à la parentalité des personnes en situation de handicap ;
- VU** l'Instruction n° DGOS/RH4/DGCS/4B/2021/168 du 26 juillet 2021 relative à la mise en œuvre des mesures sur la sécurisation des organisations et des environnements de travail résultant de l'accord du « Ségur de la santé » pour la fonction publique hospitalière ;
- VU** l'Instruction interministérielle N° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DESMS/2022/108 du 12 avril 2022 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2022 ;
- VU** la Décision n° 2022-15 du 3 juin 2022 de la directrice de la CNSA relative aux dotations régionales limitatives et à la moyenne nationale des besoins en soins requis pour l'année 2022 ;
- VU** l'Arrêté du 12 juin 2022 portant extension d'un accord relatif à la mise en place du complément de rémunération aux personnels socio-éducatifs suite à la conférence des métiers de l'accompagnement social et médico-social ;
- VU** l'Arrêté du 17 juin 2022 modifiant l'arrêté du 2 juin 2022 fixant pour 2022 les valeurs du point mentionnées à l'article R. 314-162 du code de l'action sociale et des familles ;

- VU** l'Arrêté portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 3 octobre 2022 ;
- VU** l'Instruction n° DGOS/RH4/DGCS/4B/2021/168 du 26 juillet 2021 relative à la mise en œuvre des mesures sur la sécurisation des organisations et des environnements de travail résultant de l'accord du « Ségur de la santé » pour la fonction publique hospitalière ;
- VU** l'Instruction interministérielle N° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DFO/2023/60 du 15 mai 2023 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2023 ;
- VU** la Décision n° 2023-15 du 3 juin 2023 de la directrice de la CNSA relative aux dotations régionales limitatives et à la moyenne nationale des besoins en soins requis pour l'année 2023 ;
- VU** l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 04/01/2017 autorisant la création de la structure EHPAD dénommée EHPAD LA BASTIDE DU LUBERON (840011738), sise à ROBION et gérée par l'entité dénommée SAS LA BASTIDE DU LUBERON (840021265) ;
- VU** le Rapport d'Orientation Budgétaire 2023 ;
- CONSIDERANT** le Rapport d'Orientation Budgétaire de l'année 2023 qui définit le cadre et les orientations de la campagne budgétaire 2023 des établissements et services médico-sociaux (ESMS) pour personnes âgées relevant de l'article L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF) de la région Provence Alpes Côte d'Azur ;

## DECIDE

Article 1<sup>er</sup> A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, le forfait global de soins est fixé à 1 725 884,44 € au titre de 2023, dont 0,00 € à titre non reconductible.

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 143 823,70 €

Pour 2023, les tarifs sont décomposés comme suit :

	Forfait global de soins	Prix de journée (en €)
Hébergement Permanent	1 316 348,47 €	0.00
UHR	0,00 €	0.00
PASA	0,00 €	0.00
Hébergement Temporaire	92 616,84 €	0.00
Accueil de jour	0,00 €	0.00
Plateforme de répit	0,00 €	0.00
Financements complémentaires	316 919,12 €	0.00
SSIAD PA	0,00 €	0.00
Equipe spécialisée ALZHEIMER	0,00 €	0.00

Article 2 A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, en application de l'article L.314-7 du CASF, le forfait global de soins est fixé, à titre transitoire, à 1 725 884,44 €.

Les tarifs de reconduction sont fixés à :

	Forfait global de soins	Prix de journée (en €)
Hébergement Permanent	1 316 348,47 €	0.00
UHR	0,00 €	0.00
PASA	0,00 €	0.00
Hébergement Temporaire	92 616,84 €	0.00
Accueil de jour	0,00 €	0.00
Plateforme de répit	0,00 €	0.00
Financements complémentaires	316 919,12 €	0.00

SSIAD PA	0,00 €	0.00
Equipe spécialisée ALZHEIMER	0,00 €	0.00

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 143 823,70 €.

- Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 184, rue Duguesclin, 69433, LYON Cedex 03 dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.
- Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé(e) de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire SAS LA BASTIDE DU LUBERON (840021265) et à l'établissement concerné.

Fait à Marseille, le 21/06/2023

## NOTE TECHNIQUE 2023



FINESS ET	RAISON SOCIALE ET	COMMUNE
<b>840011738</b>	<b>EHPAD LA BASTIDE DU LUBERON</b>	<b>ROBION</b>

Email ET : cneri@labastideduluberon.fr

Email EJ : cneri@labastideduluberon.fr

Réf. Interne : DOMS-0623-1159-I

### CAPACITE INSTALLEE

Nbre de places :	EHPAD + RESID. AUTONOMIE	HT	AJ	PASA	UHR	SSIAD PA	ESA
au 31/12/2022	85	7	0	0	0	0	0
au 31/12/2023	85	7	0	0	0	0	0

### DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT SOINS AU 01/01/2023

Base totale au 01/01/2023	1 684 808,20 €								
répartie comme suit :	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>UHR</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>	<b>FI. COMPL.</b>
Montant	1 281 669,00 €	92 616,84 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	310 522,36 €

### AUTRES ELEMENTS DE TARIFICATION

	Date de validation	Source
GMP pris en compte en CB 2023	20/06/2019	Attestation CD
PMP pris en compte en CB 2023	05/06/2019	GALAAD
PUI	NON	
Option tarifaire	PARTIEL	au 01/01/2023
Valeur du point	10,97	

Référence valeur du point	
GLOBAL AVEC PUI	13,59 €
GLOBAL SANS PUI	12,90€
PARTIEL AVEC PUI	11,62 €
PARTIEL SANS PUI	10,97 €

Calcul de la dotation plafond :  $((PMP * 2,59) + GMP) * \text{capacité} * \text{valeur du point}$

Montant dotation plafond : 1 315 239,37 €

**TARIFICATION 2023**

<b>ACTUALISATION</b>	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>UHR</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>	<b>FI. COMPL.</b>
Taux	2,06 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	2,06 %
Montant	26 402,38 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	6 396,76 €
Total base actualisée	1 308 071,38 €	92 616,84 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	316 919,12 €

**RESORPTION DE L'ECART A LA DOTATION PLAFOND**

Montant alloué 7 167,99 € Résorption de l'écart (Ecart à la dotation plafond **APRES** actualisation)

**MESURES NOUVELLES**

	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>UHR</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>
<u>Créations :</u> Nbre de places	0	0	0	0	0	0	0	0
<u>Créations :</u> Montant	0,00 €	0	0,00 €	0	0	0	0	0

Autres mesures nouvelles :

	<b>MN – SEGUR SECURISATION ORGA. SYND.</b>	<b>Développement accueil temporaire Stratégie aidants / Complément Répit</b>	<b>MN- SEGUR EXTENSION PLACES</b>	<b>MN - Centre Ressources territorial (CRT)</b>	<b>MN- EAP SEGUR MEDECINS</b>	<b>MN - Coordination services</b>	<b>MN - REFORME SSIAD</b>	<b>MN- SEGUR ATTRACTIVITE</b>
Montant	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 109,10 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

**REDEPLOIEMENTS**

	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>Fi.COMPL.</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>
Nbre de places	0	0	0	0	0	0	0	0
Montant	0,00 €	0	0,00 €	0	0	0	0	0

**MISES EN RESERVES  
TEMPORAIRES**

	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>Fi.COMPL.</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>
Nbre de places	0	0	0	0	0	0	0	0
Montant	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

**CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2023**

Soutien à l'investissement (Frais financiers + systèmes d'information + investissement du quotidien EHPAD)

0,00 €	0,00 €	6 820,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
--------	--------	------------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------

Soutien EHPAD

Autres CNR

Expérimentation s régionales (IDE de nuit + PASA de nuit et autres)

CNR Permanent synd.

Retrait des CNR suite au contrôle A POSTERIORI

Neutralisation perte dépendance

Neutralisation perte soins

HTU-SH

CNR Télé coordination

CNR REGUL

EHPAD + RA	HT	AJR	PASA	UHR	Fi. Compl.	AJA	PFR	SSIAD	ESA
0,00 €	0	0	0	0	0	0	0	0	0

année pleine

TOTAL CNR 2023

0,00 €
--------

**AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2021**

RESULTAT RETENU

Montant

0,00 €
--------

Commentaires

**DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT POUR L'ANNEE 2023**

Dotation globale au 31/12/2023

1 725 884,44 €
----------------

EAP 2024 : mesures nouvelles

0,00 €
--------

EAP 2024 : redéploiements

0,00 €
--------

Base au 01/01/2024

1 725 884,44 €
----------------

Commentaires

Agence régionale de santé PACA

R93-2023-06-21-00318

DECISION 840011746 20230621



**DECISION TARIFAIRE N°621 PORTANT MODIFICATION  
DU FORFAIT GLOBAL DE SOINS POUR 2022 CONCERNANT  
EHPAD LES PORTES DU LUBERON - 840011746**

**Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur**

- VU** le Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L.314-3 et L.314-3-1 ;
- VU** la Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;
- VU** la Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (loi ELAN) ;
- VU** la loi n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023 ;
- VU** le Décret n° 91-155 du 6 février 1991 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;
- VU** le Décret n° 2021-740 du 8 juin 2021 relatif au versement d'une prime temporaire de revalorisation à certains personnels relevant de la fonction publique hospitalière ;
- VU** le Décret n° 2021-1257 du 29 septembre 2021 portant statut particulier du corps des aides-soignants et des auxiliaires de puériculture de la fonction publique hospitalière ;
- VU** le Décret n° 2021-1260 du 29 septembre 2021 fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps des cadres de santé paramédicaux de la fonction publique hospitalière; Instruction N°DGCS/3B/DSS/A/CNSA /2016/22 du 22 janvier 2016 relative à la mise en œuvre du plan de prévention des départs non souhaités de personnes handicapées vers la Belgique et à la procédure d'orientation et de prise en charge des personnes accueillies dans des ESMS situés sur le territoire wallon ;
- VU** le Décret n° 2021-1262 du 29 septembre 2021 fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés de la fonction publique hospitalière ;
- VU** le Décret n° 2021-1256 du 29 septembre 2021 revalorisant le déroulement de carrière des corps paramédicaux de la catégorie A de la fonction publique hospitalière ;
- VU** le Décret n° 2021-1932 du 30 décembre 2021 relatif au tarif minimal applicable aux heures d'aide à domicile et à la dotation visant à garantir le fonctionnement intégré de l'aide et du soin au sein d'un service autonomie à domicile mentionnés à l'article L. 314-2-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** le Décret n° 2022-994 du 7 juillet 2022 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation ;
- VU** l'Instruction N° DGCS/SD3B/2021/105 du 14 mai 2021 relative à la diffusion du cahier des charges nationales des dispositifs d'accompagnement à la périnatalité et à la parentalité des personnes en situation de handicap ;
- VU** l'Instruction n° DGOS/RH4/DGCS/4B/2021/168 du 26 juillet 2021 relative à la mise en œuvre des mesures sur la sécurisation des organisations et des environnements de travail résultant de l'accord du « Ségur de la santé » pour la fonction publique hospitalière ;
- VU** l'Instruction interministérielle N° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DESMS/2022/108 du 12 avril 2022 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2022 ;
- VU** la Décision n° 2022-15 du 3 juin 2022 de la directrice de la CNSA relative aux dotations régionales limitatives et à la moyenne nationale des besoins en soins requis pour l'année 2022 ;
- VU** l'Arrêté du 12 juin 2022 portant extension d'un accord relatif à la mise en place du complément de rémunération aux personnels socio-éducatifs suite à la conférence des métiers de l'accompagnement social et médico-social ;
- VU** l'Arrêté du 17 juin 2022 modifiant l'arrêté du 2 juin 2022 fixant pour 2022 les valeurs du point mentionnées à l'article R. 314-162 du code de l'action sociale et des familles ;

- VU** l'Arrêté portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 3 octobre 2022 ;
- VU** l'Instruction n° DGOS/RH4/DGCS/4B/2021/168 du 26 juillet 2021 relative à la mise en œuvre des mesures sur la sécurisation des organisations et des environnements de travail résultant de l'accord du « Ségur de la santé » pour la fonction publique hospitalière ;
- VU** l'Instruction interministérielle N° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DFO/2023/60 du 15 mai 2023 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2023 ;
- VU** la Décision n° 2023-15 du 3 juin 2023 de la directrice de la CNSA relative aux dotations régionales limitatives et à la moyenne nationale des besoins en soins requis pour l'année 2023 ;
- VU** l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 03/01/2017 autorisant la création de la structure EHPAD dénommée EHPAD LES PORTES DU LUBERON (840011746), sise à AVIGNON et gérée par l'entité dénommée SA ORPEA - SIEGE SOCIAL (920030152) ;
- VU** le Rapport d'Orientation Budgétaire 2023 ;
- CONSIDERANT** le Rapport d'Orientation Budgétaire de l'année 2023 qui définit le cadre et les orientations de la campagne budgétaire 2023 des établissements et services médico-sociaux (ESMS) pour personnes âgées relevant de l'article L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF) de la région Provence Alpes Côte d'Azur ;

## DECIDE

Article 1<sup>er</sup> A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, le forfait global de soins est fixé à 1 483 020,09 € au titre de 2023, dont 750,00 € à titre non reconductible.

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 123 585,01 €

Pour 2023, les tarifs sont décomposés comme suit :

	Forfait global de soins	Prix de journée (en €)
Hébergement Permanent	1 122 746,86 €	0.00
UHR	0,00 €	0.00
PASA	65 716,81 €	0.00
Hébergement Temporaire	22 286,13 €	0.00
Accueil de jour	0,00 €	0.00
Plateforme de répit	0,00 €	0.00
Financements complémentaires	272 270,30 €	0.00
SSIAD PA	0,00 €	0.00
Equipe spécialisée ALZHEIMER	0,00 €	0.00

Article 2 A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, en application de l'article L.314-7 du CASF, le forfait global de soins est fixé, à titre transitoire, à 1 482 270,09 €.

Les tarifs de reconduction sont fixés à :

	Forfait global de soins	Prix de journée (en €)
Hébergement Permanent	1 121 996,86 €	0.00
UHR	0,00 €	0.00
PASA	65 716,81 €	0.00
Hébergement Temporaire	22 286,13 €	0.00
Accueil de jour	0,00 €	0.00
Plateforme de répit	0,00 €	0.00
Financements complémentaires	272 270,30 €	0.00

SSIAD PA	0,00 €	0.00
Equipe spécialisée ALZHEIMER	0,00 €	0.00

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 123 522,51 €.

Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 184, rue Duguesclin, 69433, LYON Cedex 03 dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé(e) de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire SA ORPEA - SIEGE SOCIAL (920030152) et à l'établissement concerné.

Fait à Marseille, le 21/06/2023

## NOTE TECHNIQUE 2023



FINESSE ET	RAISON SOCIALE ET	COMMUNE
<b>840011746</b>	<b>EHPAD LES PORTES DU LUBERON</b>	<b>AVIGNON</b>

Email ET : lesportesduluberon@orpea.net

Email EJ : tarification@orpea.net

Réf. Interne : DOMS-0623-1159-I

### CAPACITE INSTALLEE

Nbre de places :	EHPAD + RESID. AUTONOMIE	HT	AJ	PASA	UHR	SSIAD PA	ESA
au 31/12/2022	78	2	0	14	0	0	0
au 31/12/2023	78	2	0	14	0	0	0

### DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT SOINS AU 01/01/2023

Base totale au 01/01/2023	1 447 215,29 €								
répartie comme suit :	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>UHR</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>	<b>FI. COMPL.</b>
Montant	1 092 437,61 €	22 286,13 €	0,00 €	65 716,81 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	266 774,74 €

### AUTRES ELEMENTS DE TARIFICATION

		Date de validation	Source
GMP pris en compte en CB 2023	730	07/06/2018	GALAAD
PMP pris en compte en CB 2023	224	24/04/2018	GALAAD
PUJ	NON		
Option tarifaire	PARTIEL	au 01/01/2023	
Valeur du point	10,97		

Référence valeur du point	
GLOBAL AVEC PUI	13,59 €
GLOBAL SANS PUI	12,90€
PARTIEL AVEC PUI	11,62 €
PARTIEL SANS PUI	10,97 €

Calcul de la dotation plafond :  $((PMP * 2,59) + GMP) * \text{capacité} * \text{valeur du point}$

Montant dotation plafond : 1 121 051,51 €

**TARIFICATION 2023**

<b>ACTUALISATION</b>	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>UHR</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>	<b>FI. COMPL.</b>
Taux	2,06 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	2,06 %
Montant	22 504,21 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	5 495,56 €
Total base actualisée	1 114 941,83 €	22 286,13 €	0,00 €	65 716,81 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	272 270,30 €

**RESORPTION DE L'ECART A LA DOTATION PLAFOND**

Montant alloué 6 109,68 € Résorption de l'écart (Ecart à la dotation plafond **APRES** actualisation)

<b>MESURES NOUVELLES</b>	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>UHR</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>					
<u>Créations :</u> Nbre de places	0	0	0	0	0	0	0	0					
<u>Créations :</u> Montant	0,00 €	0	0,00 €	0	0	0	0	0					
<u>Autres mesures nouvelles :</u>	<b>MN – SEGUR SECURISATION ORGA. SYND.</b>	<b>Développement accueil temporaire Stratégie aidants / Complément Répit</b>	<b>MN- SEGUR EXTENSION PLACES</b>	<b>MN - Centre Ressources territorial (CRT)</b>	<b>MN- EAP SEGUR MEDECINS</b>	<b>MN - Coordination services</b>	<b>MN - REFORME SSIAD</b>	<b>MN- SEGUR ATTRACTIVITE</b>					
Montant	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	945,35 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €					

<b>REDEPLOIEMENTS</b>	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>Fi.COMPL.</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>
Nbre de places	0	0	0	0	0	0	0	0
Montant	0,00 €	0	0,00 €	0	0	0	0	0

<b>MISES EN RESERVES TEMPORAIRES</b>	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>Fi.COMPL.</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>
Nbre de places	0	0	0	0	0	0	0	0
Montant	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

**CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2023**

Soutien à l'investissement (Frais financiers + systèmes d'information + investissement du quotidien EHPAD)

0,00 €	0,00 €	6 831,00 €	750,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
--------	--------	------------	----------	--------	--------	--------	--------	--------	--------

Soutien EHPAD

Autres CNR

Expérimentation s régionales (IDE de nuit + PASA de nuit et autres)

CNR Permanent synd.

Retrait des CNR suite au contrôle A POSTERIORI

Neutralisation perte dépendance

Neutralisation perte soins

HTU-SH

CNR Télé coordination

CNR REGUL

EHPAD + RA	HT	AJR	PASA	UHR	Fi. Compl.	AJA	PFR	SSIAD	ESA
0,00 €	0	0	0	0	0	0	0	0	0

année pleine

TOTAL CNR 2023

750,00 €
----------

**AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2021**

RESULTAT RETENU

Montant

0,00 €
--------

Commentaires

**DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT POUR L'ANNEE 2023**

Dotation globale au 31/12/2023

1 483 020,09 €
----------------

EAP 2024 : mesures nouvelles

0,00 €
--------

EAP 2024 : redéploiements

0,00 €
--------

Base au 01/01/2024

1 482 270,09 €
----------------

Commentaires

Agence régionale de santé PACA

R93-2023-06-21-00319

DECISION 840011753 20230621



**DECISION TARIFAIRE N°622 PORTANT MODIFICATION  
DU FORFAIT GLOBAL DE SOINS POUR 2022 CONCERNANT  
EHPAD LES SEREINS - 840011753**

**Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur**

- VU le Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L.314-3 et L.314-3-1 ;
- VU la Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;
- VU la Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (loi ELAN) ;
- VU la loi n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023 ;
- VU le Décret n° 91-155 du 6 février 1991 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;
- VU le Décret n° 2021-740 du 8 juin 2021 relatif au versement d'une prime temporaire de revalorisation à certains personnels relevant de la fonction publique hospitalière ;
- VU le Décret n° 2021-1257 du 29 septembre 2021 portant statut particulier du corps des aides-soignants et des auxiliaires de puériculture de la fonction publique hospitalière ;
- VU le Décret n° 2021-1260 du 29 septembre 2021 fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps des cadres de santé paramédicaux de la fonction publique hospitalière; Instruction N°DGCS/3B/DSS/A/CNSA /2016/22 du 22 janvier 2016 relative à la mise en œuvre du plan de prévention des départs non souhaités de personnes handicapées vers la Belgique et à la procédure d'orientation et de prise en charge des personnes accueillies dans des ESMS situés sur le territoire wallon ;
- VU le Décret n° 2021-1262 du 29 septembre 2021 fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés de la fonction publique hospitalière ;
- VU le Décret n° 2021-1256 du 29 septembre 2021 revalorisant le déroulement de carrière des corps paramédicaux de la catégorie A de la fonction publique hospitalière ;
- VU le Décret n° 2021-1932 du 30 décembre 2021 relatif au tarif minimal applicable aux heures d'aide à domicile et à la dotation visant à garantir le fonctionnement intégré de l'aide et du soin au sein d'un service autonomie à domicile mentionnés à l'article L. 314-2-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU le Décret n° 2022-994 du 7 juillet 2022 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation ;
- VU l'Instruction N° DGCS/SD3B/2021/105 du 14 mai 2021 relative à la diffusion du cahier des charges nationales des dispositifs d'accompagnement à la périnatalité et à la parentalité des personnes en situation de handicap ;
- VU l'Instruction n° DGOS/RH4/DGCS/4B/2021/168 du 26 juillet 2021 relative à la mise en œuvre des mesures sur la sécurisation des organisations et des environnements de travail résultant de l'accord du « Ségur de la santé » pour la fonction publique hospitalière ;
- VU l'Instruction interministérielle N° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DESMS/2022/108 du 12 avril 2022 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2022 ;
- VU la Décision n° 2022-15 du 3 juin 2022 de la directrice de la CNSA relative aux dotations régionales limitatives et à la moyenne nationale des besoins en soins requis pour l'année 2022 ;
- VU l'Arrêté du 12 juin 2022 portant extension d'un accord relatif à la mise en place du complément de rémunération aux personnels socio-éducatifs suite à la conférence des métiers de l'accompagnement social et médico-social ;
- VU l'Arrêté du 17 juin 2022 modifiant l'arrêté du 2 juin 2022 fixant pour 2022 les valeurs du point mentionnées à l'article R. 314-162 du code de l'action sociale et des familles ;

- VU** l'Arrêté portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 3 octobre 2022 ;
- VU** l'Instruction n° DGOS/RH4/DGCS/4B/2021/168 du 26 juillet 2021 relative à la mise en œuvre des mesures sur la sécurisation des organisations et des environnements de travail résultant de l'accord du « Ségur de la santé » pour la fonction publique hospitalière ;
- VU** l'Instruction interministérielle N° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DFO/2023/60 du 15 mai 2023 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2023 ;
- VU** la Décision n° 2023-15 du 3 juin 2023 de la directrice de la CNSA relative aux dotations régionales limitatives et à la moyenne nationale des besoins en soins requis pour l'année 2023 ;
- VU** l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 03/01/2017 autorisant la création de la structure EHPAD dénommée EHPAD LES SEREINS (840011753), sise à CHEVAL BLANC et gérée par l'entité dénommée S.A. PASCAL CELINE (840003321) ;
- VU** le Rapport d'Orientation Budgétaire 2023 ;
- CONSIDERANT** le Rapport d'Orientation Budgétaire de l'année 2023 qui définit le cadre et les orientations de la campagne budgétaire 2023 des établissements et services médico-sociaux (ESMS) pour personnes âgées relevant de l'article L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF) de la région Provence Alpes Côte d'Azur ;

## DECIDE

Article 1<sup>er</sup> A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, le forfait global de soins est fixé à 1 502 772,65 € au titre de 2023, dont 750,00 € à titre non reconductible.

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 125 231,05 €

Pour 2023, les tarifs sont décomposés comme suit :

	Forfait global de soins	Prix de journée (en €)
Hébergement Permanent	1 235 387,36 €	0.00
UHR	0,00 €	0.00
PASA	0,00 €	0.00
Hébergement Temporaire	0,00 €	0.00
Accueil de jour	0,00 €	0.00
Plateforme de répit	0,00 €	0.00
Financements complémentaires	267 385,29 €	0.00
SSIAD PA	0,00 €	0.00
Equipe spécialisée ALZHEIMER	0,00 €	0.00

Article 2 A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, en application de l'article L.314-7 du CASF, le forfait global de soins est fixé, à titre transitoire, à 1 502 022,65 €.

Les tarifs de reconduction sont fixés à :

	Forfait global de soins	Prix de journée (en €)
Hébergement Permanent	1 234 637,36 €	0.00
UHR	0,00 €	0.00
PASA	0,00 €	0.00
Hébergement Temporaire	0,00 €	0.00
Accueil de jour	0,00 €	0.00
Plateforme de répit	0,00 €	0.00
Financements complémentaires	267 385,29 €	0.00

SSIAD PA	0,00 €	0.00
Equipe spécialisée ALZHEIMER	0,00 €	0.00

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 125 168,55 €.

- Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 184, rue Duguesclin, 69433, LYON Cedex 03 dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.
- Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé(e) de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire S.A. PASCAL CELINE (840003321) et à l'établissement concerné.

Fait à Marseille, le 21/06/2023

## NOTE TECHNIQUE 2023



FINESS ET	RAISON SOCIALE ET	COMMUNE
<b>840011753</b>	<b>EHPAD LES SEREINS</b>	<b>CHEVAL BLANC</b>

Email ET : dir-sereins-cheval-blanc@domusvi.com

Email EJ : sereins-cheval-blanc@domusvi.com

Réf. Interne : DOMS-0623-1159-I

### CAPACITE INSTALLEE

Nbre de places :	EHPAD + RESID. AUTONOMIE	HT	AJ	PASA	UHR	SSIAD PA	ESA
au 31/12/2022	72	0	0	0	0	0	0
au 31/12/2023	72	0	0	0	0	0	0

### DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT SOINS AU 01/01/2023

Base totale au 01/01/2023	1 473 868,15 €								
répartie comme suit :	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>UHR</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>	<b>FI. COMPL.</b>
Montant	1 211 879,82 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	261 988,33 €

### AUTRES ELEMENTS DE TARIFICATION

	Date de validation	Source
GMP pris en compte en CB 2023	12/04/2019	Attestation CD
PMP pris en compte en CB 2023	11/04/2019	GALAAD
PUJ	NON	
Option tarifaire	GLOBAL	au 01/01/2023
Valeur du point	12,9	

Référence valeur du point		
GLOBAL AVEC PUI		13,59 €
GLOBAL SANS PUI		12,90 €
PARTIEL AVEC PUI		11,62 €
PARTIEL SANS PUI		10,97 €

Calcul de la dotation plafond :  $((PMP * 2,59) + GMP) * \text{capacité} * \text{valeur du point}$

Montant dotation plafond : 1 233 762,19 €

**TARIFICATION 2023**

<b>ACTUALISATION</b>	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>UHR</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>	<b>FI. COMPL.</b>
Taux	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	2,06 %
Montant	21 882,37 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	5 396,96 €
Total base actualisée	1 233 762,19 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	267 385,29 €

**RESORPTION DE L'ECART A LA DOTATION PLAFOND**

Montant alloué 0,00 € Résorption de l'écart (Ecart à la dotation plafond **APRES** actualisation)

**MESURES NOUVELLES**

	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>UHR</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>
<u>Créations :</u> Nbre de places	0	0	0	0	0	0	0	0
<u>Créations :</u> Montant	0,00 €	0	0,00 €	0	0	0	0	0

<u>Autres mesures nouvelles :</u>	<b>MN – SEGUR SECURISATION ORGA. SYND.</b>	<b>Développement accueil temporaire Stratégie aidants / Complément Répit</b>	<b>MN- SEGUR EXTENSION PLACES</b>	<b>MN - Centre Ressources territorial (CRT)</b>	<b>MN- EAP SEGUR MEDECINS</b>	<b>MN - Coordination services</b>	<b>MN - REFORME SSIAD</b>	<b>MN- SEGUR ATTRACTIVITE</b>
Montant	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	875,17 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

**REDEPLOIEMENTS**

	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>Fi.COMPL.</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>
Nbre de places	0	0	0	0	0	0	0	0
Montant	0,00 €	0	0,00 €	0	0	0	0	0

**MISES EN RESERVES  
TEMPORAIRES**

	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>Fi.COMPL.</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>
Nbre de places	0	0	0	0	0	0	0	0
Montant	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

**CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2023**

Soutien à l'investissement (Frais financiers + systèmes d'information + investissement du quotidien EHPAD)

0,00 €	0,00 €	6 842,00 €	750,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
--------	--------	------------	----------	--------	--------	--------	--------	--------	--------

Soutien EHPAD

Autres CNR

Expérimentation s régionales (IDE de nuit + PASA de nuit et autres)

CNR Permanent synd.

Retrait des CNR suite au contrôle A POSTERIORI

Neutralisation perte dépendance

Neutralisation perte soins

HTU-SH

CNR Télé coordination

CNR REGUL

EHPAD + RA	HT	AJR	PASA	UHR	Fi. Compl.	AJA	PFR	SSIAD	ESA
0,00 €	0	0	0	0	0	0	0	0	0

année pleine

TOTAL CNR 2023

750,00 €
----------

**AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2021**

RESULTAT RETENU

Montant

0,00 €
--------

Commentaires

**DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT POUR L'ANNEE 2023**

Dotation globale au 31/12/2023

EAP 2024 : mesures nouvelles

EAP 2024 : redéploiements

Base au 01/01/2024

1 502 772,65 €
----------------

0,00 €
--------

0,00 €
--------

1 502 022,65 €
----------------

Commentaires

Agence régionale de santé PACA

R93-2023-06-21-00320

DECISION 840011795 20230621



**DECISION TARIFAIRE N°623 PORTANT MODIFICATION  
DU FORFAIT GLOBAL DE SOINS POUR 2022 CONCERNANT  
EHPAD LES CHESNAIES - 840011795**

**Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur**

- VU le Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L.314-3 et L.314-3-1 ;
- VU la Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;
- VU la Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (loi ELAN) ;
- VU la loi n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023 ;
- VU le Décret n° 91-155 du 6 février 1991 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;
- VU le Décret n° 2021-740 du 8 juin 2021 relatif au versement d'une prime temporaire de revalorisation à certains personnels relevant de la fonction publique hospitalière ;
- VU le Décret n° 2021-1257 du 29 septembre 2021 portant statut particulier du corps des aides-soignants et des auxiliaires de puériculture de la fonction publique hospitalière ;
- VU le Décret n° 2021-1260 du 29 septembre 2021 fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps des cadres de santé paramédicaux de la fonction publique hospitalière; Instruction N°DGCS/3B/DSS/A/CNSA /2016/22 du 22 janvier 2016 relative à la mise en œuvre du plan de prévention des départs non souhaités de personnes handicapées vers la Belgique et à la procédure d'orientation et de prise en charge des personnes accueillies dans des ESMS situés sur le territoire wallon ;
- VU le Décret n° 2021-1262 du 29 septembre 2021 fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés de la fonction publique hospitalière ;
- VU le Décret n° 2021-1256 du 29 septembre 2021 revalorisant le déroulement de carrière des corps paramédicaux de la catégorie A de la fonction publique hospitalière ;
- VU le Décret n° 2021-1932 du 30 décembre 2021 relatif au tarif minimal applicable aux heures d'aide à domicile et à la dotation visant à garantir le fonctionnement intégré de l'aide et du soin au sein d'un service autonomie à domicile mentionnés à l'article L. 314-2-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU le Décret n° 2022-994 du 7 juillet 2022 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation ;
- VU l'Instruction N° DGCS/SD3B/2021/105 du 14 mai 2021 relative à la diffusion du cahier des charges nationales des dispositifs d'accompagnement à la périnatalité et à la parentalité des personnes en situation de handicap ;
- VU l'Instruction n° DGOS/RH4/DGCS/4B/2021/168 du 26 juillet 2021 relative à la mise en œuvre des mesures sur la sécurisation des organisations et des environnements de travail résultant de l'accord du « Ségur de la santé » pour la fonction publique hospitalière ;
- VU l'Instruction interministérielle N° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DESMS/2022/108 du 12 avril 2022 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2022 ;
- VU la Décision n° 2022-15 du 3 juin 2022 de la directrice de la CNSA relative aux dotations régionales limitatives et à la moyenne nationale des besoins en soins requis pour l'année 2022 ;
- VU l'Arrêté du 12 juin 2022 portant extension d'un accord relatif à la mise en place du complément de rémunération aux personnels socio-éducatifs suite à la conférence des métiers de l'accompagnement social et médico-social ;
- VU l'Arrêté du 17 juin 2022 modifiant l'arrêté du 2 juin 2022 fixant pour 2022 les valeurs du point mentionnées à l'article R. 314-162 du code de l'action sociale et des familles ;

- VU** l'Arrêté portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 3 octobre 2022 ;
- VU** l'Instruction n° DGOS/RH4/DGCS/4B/2021/168 du 26 juillet 2021 relative à la mise en œuvre des mesures sur la sécurisation des organisations et des environnements de travail résultant de l'accord du « Ségur de la santé » pour la fonction publique hospitalière ;
- VU** l'Instruction interministérielle N° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DFO/2023/60 du 15 mai 2023 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2023 ;
- VU** la Décision n° 2023-15 du 3 juin 2023 de la directrice de la CNSA relative aux dotations régionales limitatives et à la moyenne nationale des besoins en soins requis pour l'année 2023 ;
- VU** l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 03/01/2017 autorisant la création de la structure EHPAD dénommée EHPAD LES CHESNAIES (840011795), sise à CARPENTRAS et gérée par l'entité dénommée SA ORPEA - SIEGE SOCIAL (920030152) ;
- VU** le Rapport d'Orientation Budgétaire 2023 ;
- CONSIDERANT** le Rapport d'Orientation Budgétaire de l'année 2023 qui définit le cadre et les orientations de la campagne budgétaire 2023 des établissements et services médico-sociaux (ESMS) pour personnes âgées relevant de l'article L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF) de la région Provence Alpes Côte d'Azur ;

## DECIDE

Article 1<sup>er</sup> A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, le forfait global de soins est fixé à 1 441 847,26 € au titre de 2023, dont 0,00 € à titre non reconductible.

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 120 153,94 €

Pour 2023, les tarifs sont décomposés comme suit :

	Forfait global de soins	Prix de journée (en €)
Hébergement Permanent	1 150 804,91 €	0.00
UHR	0,00 €	0.00
PASA	0,00 €	0.00
Hébergement Temporaire	22 286,12 €	0.00
Accueil de jour	0,00 €	0.00
Plateforme de répit	0,00 €	0.00
Financements complémentaires	268 756,23 €	0.00
SSIAD PA	0,00 €	0.00
Equipe spécialisée ALZHEIMER	0,00 €	0.00

Article 2 A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, en application de l'article L.314-7 du CASF, le forfait global de soins est fixé, à titre transitoire, à 1 441 847,26 €.

Les tarifs de reconduction sont fixés à :

	Forfait global de soins	Prix de journée (en €)
Hébergement Permanent	1 150 804,91 €	0.00
UHR	0,00 €	0.00
PASA	0,00 €	0.00
Hébergement Temporaire	22 286,12 €	0.00
Accueil de jour	0,00 €	0.00
Plateforme de répit	0,00 €	0.00
Financements complémentaires	268 756,23 €	0.00

SSIAD PA	0,00 €	0.00
Equipe spécialisée ALZHEIMER	0,00 €	0.00

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 120 153,94 €.

Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 184, rue Duguesclin, 69433, LYON Cedex 03 dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé(e) de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire SA ORPEA - SIEGE SOCIAL (920030152) et à l'établissement concerné.

Fait à Marseille, le 21/06/2023

## NOTE TECHNIQUE 2023



FINESS ET	RAISON SOCIALE ET	COMMUNE
<b>840011795</b>	<b>EHPAD LES CHESNAIES</b>	<b>CARPENTRAS</b>

Email ET : leschesnaies2@orpea.net

Email EJ : tarification@orpea.net

Réf. Interne : DOMS-0623-1159-I

### CAPACITE INSTALLEE

Nbre de places :	EHPAD + RESID. AUTONOMIE	HT	AJ	PASA	UHR	SSIAD PA	ESA
au 31/12/2022	78	2	0	0	0	0	0
au 31/12/2023	78	2	0	0	0	0	0

### DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT SOINS AU 01/01/2023

Base totale au 01/01/2023	1 406 105,04 €								
répartie comme suit :	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>UHR</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>	<b>FI. COMPL.</b>
Montant	1 120 487,32 €	22 286,12 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	263 331,60 €

### AUTRES ELEMENTS DE TARIFICATION

	Date de validation	Source
GMP pris en compte en CB 2023	09/05/2018	GALAAD
PMP pris en compte en CB 2023	24/04/2018	GALAAD
PUI	NON	
Option tarifaire	PARTIEL	au 01/01/2023
Valeur du point	10,97	

Référence valeur du point	
GLOBAL AVEC PUI	13,59 €
GLOBAL SANS PUI	12,90€
PARTIEL AVEC PUI	11,62 €
PARTIEL SANS PUI	10,97 €

Calcul de la dotation plafond :  $((PMP * 2,59) + GMP) * \text{capacité} * \text{valeur du point}$

Montant dotation plafond : 1 149 835,91 €

**TARIFICATION 2023**

<b>ACTUALISATION</b>	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>UHR</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>	<b>FI. COMPL.</b>
Taux	2,06 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	2,06 %
Montant	23 082,04 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	5 424,63 €
Total base actualisée	1 143 569,36 €	22 286,12 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	268 756,23 €

**RESORPTION DE L'ECART A LA DOTATION PLAFOND**

Montant alloué 6 266,55 € Résorption de l'écart (Ecart à la dotation plafond **APRES** actualisation)

**MESURES NOUVELLES**

	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>UHR</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>
<u>Créations :</u> Nbre de places	0	0	0	0	0	0	0	0
<u>Créations :</u> Montant	0,00 €	0	0,00 €	0	0	0	0	0

<u>Autres mesures nouvelles :</u>	<b>MN – SEGUR SECURISATION ORGA. SYND.</b>	<b>Développement accueil temporaire Stratégie aidants / Complément Répit</b>	<b>MN- SEGUR EXTENSION PLACES</b>	<b>MN - Centre Ressources territorial (CRT)</b>	<b>MN- EAP SEGUR MEDECINS</b>	<b>MN - Coordination services</b>	<b>MN - REFORME SSIAD</b>	<b>MN- SEGUR ATTRACTIVITE</b>
Montant	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	969,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

**REDEPLOIEMENTS**

	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>Fi.COMPL.</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>
Nbre de places	0	0	0	0	0	0	0	0
Montant	0,00 €	0	0,00 €	0	0	0	0	0

**MISES EN RESERVES  
TEMPORAIRES**

	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>Fi.COMPL.</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>
Nbre de places	0	0	0	0	0	0	0	0
Montant	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

**CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2023**

Soutien à l'investissement (Frais financiers + systèmes d'information + investissement du quotidien EHPAD)

0,00 €	0,00 €	6 853,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
--------	--------	------------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------

Soutien EHPAD

Autres CNR

Expérimentation s régionales (IDE de nuit + PASA de nuit et autres)

CNR Permanent synd.

Retrait des CNR suite au contrôle A POSTERIORI

Neutralisation perte dépendance

Neutralisation perte soins

HTU-SH

CNR Télé coordination

CNR REGUL

EHPAD + RA	HT	AJR	PASA	UHR	Fi. Compl.	AJA	PFR	SSIAD	ESA
0,00 €	0	0	0	0	0	0	0	0	0

année pleine

TOTAL CNR 2023

0,00 €
--------

**AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2021**

RESULTAT RETENU

Montant

0,00 €
--------

Commentaires

**DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT POUR L'ANNEE 2023**

Dotation globale au 31/12/2023

EAP 2024 : mesures nouvelles

EAP 2024 : redéploiements

Base au 01/01/2024

1 441 847,26 €
0,00 €
0,00 €
1 441 847,26 €

Commentaires

Agence régionale de santé PACA

R93-2023-06-21-00321

DECISION 840011803 20230621



**DECISION TARIFAIRE N°624 PORTANT MODIFICATION  
DU FORFAIT GLOBAL DE SOINS POUR 2022 CONCERNANT  
EHPAD RESIDENCE SAINT LOUIS - 840011803**

**Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur**

- VU** le Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L.314-3 et L.314-3-1 ;
- VU** la Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;
- VU** la Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (loi ELAN) ;
- VU** la loi n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023 ;
- VU** le Décret n° 91-155 du 6 février 1991 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;
- VU** le Décret n° 2021-740 du 8 juin 2021 relatif au versement d'une prime temporaire de revalorisation à certains personnels relevant de la fonction publique hospitalière ;
- VU** le Décret n° 2021-1257 du 29 septembre 2021 portant statut particulier du corps des aides-soignants et des auxiliaires de puériculture de la fonction publique hospitalière ;
- VU** le Décret n° 2021-1260 du 29 septembre 2021 fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps des cadres de santé paramédicaux de la fonction publique hospitalière; Instruction N°DGCS/3B/DSS/A/CNSA /2016/22 du 22 janvier 2016 relative à la mise en œuvre du plan de prévention des départs non souhaités de personnes handicapées vers la Belgique et à la procédure d'orientation et de prise en charge des personnes accueillies dans des ESMS situés sur le territoire wallon ;
- VU** le Décret n° 2021-1262 du 29 septembre 2021 fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés de la fonction publique hospitalière ;
- VU** le Décret n° 2021-1256 du 29 septembre 2021 revalorisant le déroulement de carrière des corps paramédicaux de la catégorie A de la fonction publique hospitalière ;
- VU** le Décret n° 2021-1932 du 30 décembre 2021 relatif au tarif minimal applicable aux heures d'aide à domicile et à la dotation visant à garantir le fonctionnement intégré de l'aide et du soin au sein d'un service autonomie à domicile mentionnés à l'article L. 314-2-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** le Décret n° 2022-994 du 7 juillet 2022 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation ;
- VU** l'Instruction N° DGCS/SD3B/2021/105 du 14 mai 2021 relative à la diffusion du cahier des charges nationales des dispositifs d'accompagnement à la périnatalité et à la parentalité des personnes en situation de handicap ;
- VU** l'Instruction n° DGOS/RH4/DGCS/4B/2021/168 du 26 juillet 2021 relative à la mise en œuvre des mesures sur la sécurisation des organisations et des environnements de travail résultant de l'accord du « Ségur de la santé » pour la fonction publique hospitalière ;
- VU** l'Instruction interministérielle N° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DESMS/2022/108 du 12 avril 2022 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2022 ;
- VU** la Décision n° 2022-15 du 3 juin 2022 de la directrice de la CNSA relative aux dotations régionales limitatives et à la moyenne nationale des besoins en soins requis pour l'année 2022 ;
- VU** l'Arrêté du 12 juin 2022 portant extension d'un accord relatif à la mise en place du complément de rémunération aux personnels socio-éducatifs suite à la conférence des métiers de l'accompagnement social et médico-social ;
- VU** l'Arrêté du 17 juin 2022 modifiant l'arrêté du 2 juin 2022 fixant pour 2022 les valeurs du point mentionnées à l'article R. 314-162 du code de l'action sociale et des familles ;

- VU** l'Arrêté portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 3 octobre 2022 ;
- VU** l'Instruction n° DGOS/RH4/DGCS/4B/2021/168 du 26 juillet 2021 relative à la mise en œuvre des mesures sur la sécurisation des organisations et des environnements de travail résultant de l'accord du « Ségur de la santé » pour la fonction publique hospitalière ;
- VU** l'Instruction interministérielle N° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DFO/2023/60 du 15 mai 2023 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2023 ;
- VU** la Décision n° 2023-15 du 3 juin 2023 de la directrice de la CNSA relative aux dotations régionales limitatives et à la moyenne nationale des besoins en soins requis pour l'année 2023 ;
- VU** l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 03/01/2017 autorisant la création de la structure EHPAD dénommée EHPAD RESIDENCE SAINT LOUIS (840011803), sise à CARPENTRAS et gérée par l'entité dénommée SAS RESIDENCE SAINT LOUIS (840003347) ;
- VU** le Rapport d'Orientation Budgétaire 2023 ;
- CONSIDERANT** le Rapport d'Orientation Budgétaire de l'année 2023 qui définit le cadre et les orientations de la campagne budgétaire 2023 des établissements et services médico-sociaux (ESMS) pour personnes âgées relevant de l'article L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF) de la région Provence Alpes Côte d'Azur ;

## DECIDE

Article 1<sup>er</sup> A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, le forfait global de soins est fixé à 2 041 695,43 € au titre de 2023, dont 750,00 € à titre non reconductible.

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 170 141,29 €

Pour 2023, les tarifs sont décomposés comme suit :

	Forfait global de soins	Prix de journée (en €)
Hébergement Permanent	1 557 169,79 €	0.00
UHR	0,00 €	0.00
PASA	0,00 €	0.00
Hébergement Temporaire	11 809,87 €	0.00
Accueil de jour	119 758,20 €	0.00
Plateforme de répit	0,00 €	0.00
Financements complémentaires	352 957,57 €	0.00
SSIAD PA	0,00 €	0.00
Equipe spécialisée ALZHEIMER	0,00 €	0.00

Article 2 A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, en application de l'article L.314-7 du CASF, le forfait global de soins est fixé, à titre transitoire, à 2 040 945,43 €.

Les tarifs de reconduction sont fixés à :

	Forfait global de soins	Prix de journée (en €)
Hébergement Permanent	1 556 419,79 €	0.00
UHR	0,00 €	0.00
PASA	0,00 €	0.00
Hébergement Temporaire	11 809,87 €	0.00
Accueil de jour	119 758,20 €	0.00
Plateforme de répit	0,00 €	0.00
Financements complémentaires	352 957,57 €	0.00

SSIAD PA	0,00 €	0.00
Equipe spécialisée ALZHEIMER	0,00 €	0.00

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 170 078,79 €.

Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 184, rue Duguesclin, 69433, LYON Cedex 03 dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé(e) de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire SAS RESIDENCE SAINT LOUIS (840003347) et à l'établissement concerné.

Fait à Marseille, le 21/06/2023

## NOTE TECHNIQUE 2023



FINESS ET	RAISON SOCIALE ET	COMMUNE
<b>840011803</b>	<b>EHPAD RESIDENCE SAINT LOUIS</b>	<b>CARPENTRAS</b>

Email ET : vperez@domusvi.com

Email EJ : saint-louis-carpentras@domusvi.com

Réf. Interne : DOMS-0623-1159-I

### CAPACITE INSTALLEE

Nbre de places :	EHPAD + RESID. AUTONOMIE	HT	AJ	PASA	UHR	SSIAD PA	ESA
au 31/12/2022	89	1	10	0	0	0	0
au 31/12/2023	89	1	10	0	0	0	0

### DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT SOINS AU 01/01/2023

Base totale au 01/01/2023	1 999 774,44 €								
répartie comme suit :	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>UHR</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>	<b>FI. COMPL.</b>
Montant	1 522 372,96 €	11 809,87 €	119 758,20 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	345 833,40 €

### AUTRES ELEMENTS DE TARIFICATION

	Date de validation	Source
GMP pris en compte en CB 2023	769	12/04/2019 Attestation CD
PMP pris en compte en CB 2023	226	28/06/2019 GALAAD
PUJ	NON	
Option tarifaire	GLOBAL	au 01/01/2023
Valeur du point	12,9	

Référence valeur du point		
GLOBAL AVEC PUI		13,59 €
GLOBAL SANS PUI		12,90 €
PARTIEL AVEC PUI		11,62 €
PARTIEL SANS PUI		10,97 €

Calcul de la dotation plafond :  $((PMP * 2,59) + GMP) * \text{capacité} * \text{valeur du point}$

Montant dotation plafond : 1 554 917,75 €

**TARIFICATION 2023**

<b>ACTUALISATION</b>	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>UHR</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>	<b>FI. COMPL.</b>
Taux	2,06 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	2,06 %
Montant	31 360,88 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	7 124,17 €
Total base actualisée	1 553 733,85 €	11 809,87 €	119 758,20 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	352 957,57 €

**RESORPTION DE L'ECART A LA DOTATION PLAFOND**

Montant alloué 1 183,91 € Résorption de l'écart (Ecart à la dotation plafond **APRES** actualisation)

**MESURES NOUVELLES**

	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>UHR</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>
<u>Créations</u> :	0	0	0	0	0	0	0	0
Nbre de places								
<u>Créations</u> :								
Montant	0,00 €	0	0,00 €	0	0	0	0	0

<u>Autres mesures nouvelles</u> :	<b>MN – SEGUR SECURISATION ORGA. SYND.</b>	<b>Développement accueil temporaire Stratégie aidants / Complément Répit</b>	<b>MN- SEGUR EXTENSION PLACES</b>	<b>MN - Centre Ressources territorial (CRT)</b>	<b>MN- EAP SEGUR MEDECINS</b>	<b>MN - Coordination services</b>	<b>MN - REFORME SSIAD</b>	<b>MN- SEGUR ATTRACTIVITE</b>
Montant	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 502,04 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

**REDEPLOIEMENTS**

	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>Fi.COMPL.</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>
Nbre de places	0	0	0	0	0	0	0	0
Montant	0,00 €	0	0,00 €	0	0	0	0	0

**MISES EN RESERVES  
TEMPORAIRES**

	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>Fi.COMPL.</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>
Nbre de places	0	0	0	0	0	0	0	0
Montant	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

**CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2023**

Soutien à l'investissement (Frais financiers + systèmes d'information + investissement du quotidien EHPAD)

0,00 €	0,00 €	6 864,00 €	750,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
--------	--------	------------	----------	--------	--------	--------	--------	--------	--------

Soutien EHPAD

Autres CNR

Expérimentation s régionales (IDE de nuit + PASA de nuit et autres)

CNR Permanent synd.

Retrait des CNR suite au contrôle A POSTERIORI

Neutralisation perte dépendance

Neutralisation perte soins

HTU-SH

CNR Télé coordination

CNR REGUL

EHPAD + RA	HT	AJR	PASA	UHR	Fi. Compl.	AJA	PFR	SSIAD	ESA
0,00 €	0	0	0	0	0	0	0	0	0

année pleine

TOTAL CNR 2023

750,00 €
----------

**AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2021**

RESULTAT RETENU

Montant

0,00 €
--------

Commentaires

**DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT POUR L'ANNEE 2023**

Dotation globale au 31/12/2023

EAP 2024 : mesures nouvelles

EAP 2024 : redéploiements

Base au 01/01/2024

2 041 695,43 €
0,00 €
0,00 €
2 040 945,43 €

Commentaires

Agence régionale de santé PACA

R93-2023-06-21-00322

DECISION 840012223 20230621



**DECISION TARIFAIRE N°625 PORTANT MODIFICATION  
DU FORFAIT GLOBAL DE SOINS POUR 2022 CONCERNANT  
EHPAD RESIDENCE DU PAYS D'AIGUES - 840012223**

**Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur**

- VU** le Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L.314-3 et L.314-3-1 ;
- VU** la Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;
- VU** la Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (loi ELAN) ;
- VU** la loi n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023 ;
- VU** le Décret n° 91-155 du 6 février 1991 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;
- VU** le Décret n° 2021-740 du 8 juin 2021 relatif au versement d'une prime temporaire de revalorisation à certains personnels relevant de la fonction publique hospitalière ;
- VU** le Décret n° 2021-1257 du 29 septembre 2021 portant statut particulier du corps des aides-soignants et des auxiliaires de puériculture de la fonction publique hospitalière ;
- VU** le Décret n° 2021-1260 du 29 septembre 2021 fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps des cadres de santé paramédicaux de la fonction publique hospitalière; Instruction N°DGCS/3B/DSS/A/CNSA /2016/22 du 22 janvier 2016 relative à la mise en œuvre du plan de prévention des départs non souhaités de personnes handicapées vers la Belgique et à la procédure d'orientation et de prise en charge des personnes accueillies dans des ESMS situés sur le territoire wallon ;
- VU** le Décret n° 2021-1262 du 29 septembre 2021 fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés de la fonction publique hospitalière ;
- VU** le Décret n° 2021-1256 du 29 septembre 2021 revalorisant le déroulement de carrière des corps paramédicaux de la catégorie A de la fonction publique hospitalière ;
- VU** le Décret n° 2021-1932 du 30 décembre 2021 relatif au tarif minimal applicable aux heures d'aide à domicile et à la dotation visant à garantir le fonctionnement intégré de l'aide et du soin au sein d'un service autonomie à domicile mentionnés à l'article L. 314-2-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** le Décret n° 2022-994 du 7 juillet 2022 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation ;
- VU** l'Instruction N° DGCS/SD3B/2021/105 du 14 mai 2021 relative à la diffusion du cahier des charges nationales des dispositifs d'accompagnement à la périnatalité et à la parentalité des personnes en situation de handicap ;
- VU** l'Instruction n° DGOS/RH4/DGCS/4B/2021/168 du 26 juillet 2021 relative à la mise en œuvre des mesures sur la sécurisation des organisations et des environnements de travail résultant de l'accord du « Ségur de la santé » pour la fonction publique hospitalière ;
- VU** l'Instruction interministérielle N° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DESMS/2022/108 du 12 avril 2022 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2022 ;
- VU** la Décision n° 2022-15 du 3 juin 2022 de la directrice de la CNSA relative aux dotations régionales limitatives et à la moyenne nationale des besoins en soins requis pour l'année 2022 ;
- VU** l'Arrêté du 12 juin 2022 portant extension d'un accord relatif à la mise en place du complément de rémunération aux personnels socio-éducatifs suite à la conférence des métiers de l'accompagnement social et médico-social ;
- VU** l'Arrêté du 17 juin 2022 modifiant l'arrêté du 2 juin 2022 fixant pour 2022 les valeurs du point mentionnées à l'article R. 314-162 du code de l'action sociale et des familles ;

- VU** l'Arrêté portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 3 octobre 2022 ;
- VU** l'Instruction n° DGOS/RH4/DGCS/4B/2021/168 du 26 juillet 2021 relative à la mise en œuvre des mesures sur la sécurisation des organisations et des environnements de travail résultant de l'accord du « Ségur de la santé » pour la fonction publique hospitalière ;
- VU** l'Instruction interministérielle N° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DFO/2023/60 du 15 mai 2023 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2023 ;
- VU** la Décision n° 2023-15 du 3 juin 2023 de la directrice de la CNSA relative aux dotations régionales limitatives et à la moyenne nationale des besoins en soins requis pour l'année 2023 ;
- VU** l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 03/01/2017 autorisant la création de la structure EHPAD dénommée EHPAD RESIDENCE DU PAYS D'AIGUES (840012223), sise à LA TOUR D'AIGUES et gérée par l'entité dénommée FONDATION PARTAGE ET VIE (920028560) ;
- VU** le Rapport d'Orientation Budgétaire 2023 ;
- CONSIDERANT** le Rapport d'Orientation Budgétaire de l'année 2023 qui définit le cadre et les orientations de la campagne budgétaire 2023 des établissements et services médico-sociaux (ESMS) pour personnes âgées relevant de l'article L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF) de la région Provence Alpes Côte d'Azur ;

## DECIDE

Article 1<sup>er</sup> A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, le forfait global de soins est fixé à 930 328,68 € au titre de 2023, dont 750,00 € à titre non reconductible.

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 77 527,39 €

Pour 2023, les tarifs sont décomposés comme suit :

	Forfait global de soins	Prix de journée (en €)
Hébergement Permanent	746 113,81 €	0.00
UHR	0,00 €	0.00
PASA	0,00 €	0.00
Hébergement Temporaire	0,00 €	0.00
Accueil de jour	0,00 €	0.00
Plateforme de répit	0,00 €	0.00
Financements complémentaires	184 214,87 €	0.00
SSIAD PA	0,00 €	0.00
Equipe spécialisée ALZHEIMER	0,00 €	0.00

Article 2 A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, en application de l'article L.314-7 du CASF, le forfait global de soins est fixé, à titre transitoire, à 929 578,68 €.

Les tarifs de reconduction sont fixés à :

	Forfait global de soins	Prix de journée (en €)
Hébergement Permanent	745 363,81 €	0.00
UHR	0,00 €	0.00
PASA	0,00 €	0.00
Hébergement Temporaire	0,00 €	0.00
Accueil de jour	0,00 €	0.00
Plateforme de répit	0,00 €	0.00
Financements complémentaires	184 214,87 €	0.00

SSIAD PA	0,00 €	0.00
Equipe spécialisée ALZHEIMER	0,00 €	0.00

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 77 464,89 €.

Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 184, rue Duguesclin, 69433, LYON Cedex 03 dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé(e) de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire FONDATION PARTAGE ET VIE (920028560) et à l'établissement concerné.

Fait à Marseille, le 21/06/2023

## NOTE TECHNIQUE 2023



FINESS ET	RAISON SOCIALE ET	COMMUNE
<b>840012223</b>	<b>EHPAD RESIDENCE DU PAYS D'AIGUES</b>	<b>LA TOUR D'AIGUES</b>

Email ET : catherine.saint-michel@fondationpartageetvie.org

Email EJ : Frederic.KOCZIAN@fondationpartageetvie.org

Réf. Interne : DOMS-0623-1159-I

### CAPACITE INSTALLEE

Nbre de places :	EHPAD + RESID. AUTONOMIE	HT	AJ	PASA	UHR	SSIAD PA	ESA
au 31/12/2022	45	0	0	0	0	0	0
au 31/12/2023	45	0	0	0	0	0	0

### DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT SOINS AU 01/01/2023

Base totale au 01/01/2023	908 598,46 €								
répartie comme suit :	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>UHR</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>	<b>FI. COMPL.</b>
Montant	728 101,82 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	180 496,64 €

### AUTRES ELEMENTS DE TARIFICATION

		Date de validation	Source
GMP pris en compte en CB 2023	732	28/06/2018	GALAAD
PMP pris en compte en CB 2023	212	14/06/2018	GALAAD
PUJ	NON		
Option tarifaire	GLOBAL	au 01/01/2023	
Valeur du point	12,9		

Référence valeur du point	
GLOBAL AVEC PUI	13,59 €
GLOBAL SANS PUI	12,90 €
PARTIEL AVEC PUI	11,62 €
PARTIEL SANS PUI	10,97 €

Calcul de la dotation plafond :  $((PMP * 2,59) + GMP) * \text{capacité} * \text{valeur du point}$

Montant dotation plafond : 743 666,94 €

**TARIFICATION 2023**

<b>ACTUALISATION</b>	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>UHR</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>	<b>FI. COMPL.</b>
Taux	2,06 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	2,06 %
Montant	14 998,90 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	3 718,23 €
Total base actualisée	743 100,72 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	184 214,87 €

**RESORPTION DE L'ECART A LA DOTATION PLAFOND**

Montant alloué 566,22 € Résorption de l'écart (Ecart à la dotation plafond **APRES** actualisation)

**MESURES NOUVELLES**

	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>UHR</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>
<u>Créations :</u> Nbre de places	0	0	0	0	0	0	0	0
<u>Créations :</u> Montant	0,00 €	0	0,00 €	0	0	0	0	0

Autres mesures nouvelles :

	<b>MN – SEGUR SECURISATION ORGA. SYND.</b>	<b>Développement accueil temporaire Stratégie aidants / Complément Répit</b>	<b>MN- SEGUR EXTENSION PLACES</b>	<b>MN - Centre Ressources territorial (CRT)</b>	<b>MN- EAP SEGUR MEDECINS</b>	<b>MN - Coordination services</b>	<b>MN - REFORME SSIAD</b>	<b>MN- SEGUR ATTRACTIVITE</b>
Montant	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	633,03 €	0,00 €	0,00 €	1 063,84 €

**REDEPLOIEMENTS**

	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>Fi.COMPL.</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>
Nbre de places	0	0	0	0	0	0	0	0
Montant	0,00 €	0	0,00 €	0	0	0	0	0

**MISES EN RESERVES  
TEMPORAIRES**

	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>Fi.COMPL.</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>
Nbre de places	0	0	0	0	0	0	0	0
Montant	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

**CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2023**

Soutien à l'investissement (Frais financiers + systèmes d'information + investissement du quotidien EHPAD)

0,00 €	0,00 €	6 875,00 €	750,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
--------	--------	------------	----------	--------	--------	--------	--------	--------	--------

Soutien EHPAD

Autres CNR

Expérimentation s régionales (IDE de nuit + PASA de nuit et autres)

CNR Permanent synd.

Retrait des CNR suite au contrôle A POSTERIORI

Neutralisation perte dépendance

Neutralisation perte soins

HTU-SH

CNR Télé coordination

CNR REGUL

EHPAD + RA	HT	AJR	PASA	UHR	Fi. Compl.	AJA	PFR	SSIAD	ESA
0,00 €	0	0	0	0	0	0	0	0	0

année pleine

TOTAL CNR 2023

750,00 €
----------

**AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2021**

RESULTAT RETENU

Montant

0,00 €
--------

Commentaires

**DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT POUR L'ANNEE 2023**

Dotation globale au 31/12/2023

EAP 2024 : mesures nouvelles

EAP 2024 : redéploiements

Base au 01/01/2024

930 328,68 €
--------------

0,00 €
--------

0,00 €
--------

929 578,68 €
--------------

Commentaires

Agence régionale de santé PACA

R93-2023-06-21-00323

DECISION 840012678 20230621



**DECISION TARIFAIRE N°626 PORTANT MODIFICATION  
DU FORFAIT GLOBAL DE SOINS POUR 2022 CONCERNANT  
EHPAD DU CH DE L'ISLE SUR SORGUE - 840012678**

**Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur**

- VU** le Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L.314-3 et L.314-3-1 ;
- VU** la Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;
- VU** la Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (loi ELAN) ;
- VU** la loi n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023 ;
- VU** le Décret n° 91-155 du 6 février 1991 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;
- VU** le Décret n° 2021-740 du 8 juin 2021 relatif au versement d'une prime temporaire de revalorisation à certains personnels relevant de la fonction publique hospitalière ;
- VU** le Décret n° 2021-1257 du 29 septembre 2021 portant statut particulier du corps des aides-soignants et des auxiliaires de puériculture de la fonction publique hospitalière ;
- VU** le Décret n° 2021-1260 du 29 septembre 2021 fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps des cadres de santé paramédicaux de la fonction publique hospitalière; Instruction N°DGCS/3B/DSS/A/CNSA /2016/22 du 22 janvier 2016 relative à la mise en œuvre du plan de prévention des départs non souhaités de personnes handicapées vers la Belgique et à la procédure d'orientation et de prise en charge des personnes accueillies dans des ESMS situés sur le territoire wallon ;
- VU** le Décret n° 2021-1262 du 29 septembre 2021 fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés de la fonction publique hospitalière ;
- VU** le Décret n° 2021-1256 du 29 septembre 2021 revalorisant le déroulement de carrière des corps paramédicaux de la catégorie A de la fonction publique hospitalière ;
- VU** le Décret n° 2021-1932 du 30 décembre 2021 relatif au tarif minimal applicable aux heures d'aide à domicile et à la dotation visant à garantir le fonctionnement intégré de l'aide et du soin au sein d'un service autonomie à domicile mentionnés à l'article L. 314-2-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** le Décret n° 2022-994 du 7 juillet 2022 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation ;
- VU** l'Instruction N° DGCS/SD3B/2021/105 du 14 mai 2021 relative à la diffusion du cahier des charges nationales des dispositifs d'accompagnement à la périnatalité et à la parentalité des personnes en situation de handicap ;
- VU** l'Instruction n° DGOS/RH4/DGCS/4B/2021/168 du 26 juillet 2021 relative à la mise en œuvre des mesures sur la sécurisation des organisations et des environnements de travail résultant de l'accord du « Ségur de la santé » pour la fonction publique hospitalière ;
- VU** l'Instruction interministérielle N° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DESMS/2022/108 du 12 avril 2022 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2022 ;
- VU** la Décision n° 2022-15 du 3 juin 2022 de la directrice de la CNSA relative aux dotations régionales limitatives et à la moyenne nationale des besoins en soins requis pour l'année 2022 ;
- VU** l'Arrêté du 12 juin 2022 portant extension d'un accord relatif à la mise en place du complément de rémunération aux personnels socio-éducatifs suite à la conférence des métiers de l'accompagnement social et médico-social ;
- VU** l'Arrêté du 17 juin 2022 modifiant l'arrêté du 2 juin 2022 fixant pour 2022 les valeurs du point mentionnées à l'article R. 314-162 du code de l'action sociale et des familles ;

- VU** l'Arrêté portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 3 octobre 2022 ;
- VU** l'Instruction n° DGOS/RH4/DGCS/4B/2021/168 du 26 juillet 2021 relative à la mise en œuvre des mesures sur la sécurisation des organisations et des environnements de travail résultant de l'accord du « Ségur de la santé » pour la fonction publique hospitalière ;
- VU** l'Instruction interministérielle N° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DFO/2023/60 du 15 mai 2023 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2023 ;
- VU** la Décision n° 2023-15 du 3 juin 2023 de la directrice de la CNSA relative aux dotations régionales limitatives et à la moyenne nationale des besoins en soins requis pour l'année 2023 ;
- VU** l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 03/01/2017 autorisant la création de la structure EHPAD dénommée EHPAD DU CH DE L'ISLE SUR SORGUE (840012678), sise à L'ISLE SUR LA SORGUE et gérée par l'entité dénommée CENTRE HOSPITALIER ISLE SUR LA SORGUE (840000079) ;
- VU** le Rapport d'Orientation Budgétaire 2023 ;

**CONSIDERANT** le Rapport d'Orientation Budgétaire de l'année 2023 qui définit le cadre et les orientations de la campagne budgétaire 2023 des établissements et services médico-sociaux (ESMS) pour personnes âgées relevant de l'article L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF) de la région Provence Alpes Côte d'Azur ;

## DECIDE

Article 1<sup>er</sup> A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, le forfait global de soins est fixé à 3 788 249,11 € au titre de 2023, dont 0,00 € à titre non reconductible.

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 315 687,43 €

Pour 2023, les tarifs sont décomposés comme suit :

	Forfait global de soins	Prix de journée (en €)
Hébergement Permanent	2 534 173,12 €	0.00
UHR	238 235,41 €	0.00
PASA	66 111,10 €	0.00
Hébergement Temporaire	0,00 €	0.00
Accueil de jour	145 290,65 €	0.00
Plateforme de répit	111 704,89 €	0.00
Financements complémentaires	692 733,94 €	0.00
SSIAD PA	0,00 €	0.00
Equipe spécialisée ALZHEIMER	0,00 €	0.00

Article 2 A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, en application de l'article L.314-7 du CASF, le forfait global de soins est fixé, à titre transitoire, à 3 788 249,11 €.

Les tarifs de reconduction sont fixés à :

	Forfait global de soins	Prix de journée (en €)
Hébergement Permanent	2 534 173,12 €	0.00
UHR	238 235,41 €	0.00
PASA	66 111,10 €	0.00
Hébergement Temporaire	0,00 €	0.00
Accueil de jour	145 290,65 €	0.00
Plateforme de répit	111 704,89 €	0.00
Financements complémentaires	692 733,94 €	0.00

SSIAD PA	0,00 €	0.00
Equipe spécialisée ALZHEIMER	0,00 €	0.00

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 315 687,43 €.

- Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 184, rue Duguesclin, 69433, LYON Cedex 03 dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.
- Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé(e) de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire CENTRE HOSPITALIER ISLE SUR LA SORGUE (840000079) et à l'établissement concerné.

Fait à Marseille, le 21/06/2023

## NOTE TECHNIQUE 2023



FINESS ET	RAISON SOCIALE ET	COMMUNE
<b>840012678</b>	<b>EHPAD DU CH DE L'ISLE SUR SORGUE</b>	<b>L'ISLE SUR LA SORGUE</b>

Email ET : secretariat@hopital-islesursorgue.fr

Email EJ : d.rousseau@hopital-islesursorgue.fr

Réf. Interne : DOMS-0623-1159-I

### CAPACITE INSTALLEE

Nbre de places :	EHPAD + RESID. AUTONOMIE	HT	AJ	PASA	UHR	SSIAD PA	ESA
au 31/12/2022	140	0	12	14	11	0	0
au 31/12/2023	140	0	12	14	11	0	0

### DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT SOINS AU 01/01/2023

Base totale au 01/01/2023	3 683 557,41 €								
répartie comme suit :	<b>EHPAD + RA</b>	<b>HT</b>	<b>AJ</b>	<b>PASA</b>	<b>UHR</b>	<b>PFR</b>	<b>SSIAD PA</b>	<b>ESA</b>	<b>FI. COMPL.</b>
Montant	2 445 718,38 €	0,00 €	145 290,65 €	66 111,10 €	238 235,41 €	109 450,21 €	0,00 €	0,00 €	678 751,65 €

### AUTRES ELEMENTS DE TARIFICATION

	Date de validation	Source
GMP pris en compte en CB 2023	20/12/2012	
PMP pris en compte en CB 2023	02/08/2018	GALAAD
PUI	OUI	
Option tarifaire	GLOBAL	au 01/01/2023
Valeur du point	13,59	

Référence valeur du point	
GLOBAL AVEC PUI	13,59 €
GLOBAL SANS PUI	12,90€
PARTIEL AVEC PUI	11,62 €
PARTIEL SANS PUI	10,97 €

Calcul de la dotation plafond :  $((PMP * 2,59) + GMP) * \text{capacité} * \text{valeur du point}$

Montant dotation plafond : 2 499 046,07 €

TARIFICATION 2023

ACTUALISATION	EHPAD + RA	HT	AJ	PASA	UHR	PFR	SSIAD PA	ESA	FI. COMPL.
Taux	2,06 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	2,06 %	0,00 %	0,00 %	2,06 %
Montant	50 381,80 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 254,67 €	0,00 €	0,00 €	13 982,28 €
Total base actualisée	2 496 100,18 €	0,00 €	145 290,65 €	66 111,10 €	238 235,41 €	111 704,89 €	0,00 €	0,00 €	692 733,94 €

RESORPTION DE L'ECART A LA DOTATION PLAFOND

Montant alloué	2 945,90 €	Résorption de l'écart (Ecart à la dotation plafond <b>APRES</b> actualisation)
----------------	------------	--

MESURES NOUVELLES

	EHPAD + RA	HT	AJ	PASA	UHR	PFR	SSIAD PA	ESA
<u>Créations</u> :								
Nbre de places	0	0	0	0	0	0	0	0
<u>Créations</u> :								
Montant	0,00 €	0	0,00 €	0	0	0	0	0

Autres mesures nouvelles :

	MN – SEGUR SECURISATION ORGA. SYND.	Développement accueil temporaire Stratégie aidants / Complément Répit	MN- SEGUR EXTENSION PLACES	MN - Centre Ressources territorial (CRT)	MN- EAP SEGUR MEDECINS	MN - Coordination services	MN - REFORME SSIAD	MN- SEGUR ATTRACTIVITE
Montant	33 000,68 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 126,37 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

REDEPLOIEMENTS

	EHPAD + RA	HT	AJ	PASA	Fi.COMPL.	PFR	SSIAD PA	ESA
Nbre de places	0	0	0	0	0	0	0	0
Montant	0,00 €	0	0,00 €	0	0	0	0	0

MISES EN RESERVES  
TEMPORAIRES

	EHPAD + RA	HT	AJ	PASA	Fi.COMPL.	PFR	SSIAD PA	ESA
Nbre de places	0	0	0	0	0	0	0	0
Montant	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

**CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2023**

Soutien à l'investissement (Frais financiers + systèmes d'information + investissement du quotidien EHPAD)

0,00 €	0,00 €	6 886,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
--------	--------	------------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------

Soutien EHPAD

Autres CNR

Expérimentation s régionales (IDE de nuit + PASA de nuit et autres)

CNR Permanent synd.

Retrait des CNR suite au contrôle A POSTERIORI

Neutralisation perte dépendance

Neutralisation perte soins

HTU-SH

CNR Télé coordination

CNR REGUL

EHPAD + RA	HT	AJR	PASA	UHR	Fi. Compl.	AJA	PFR	SSIAD	ESA
0,00 €	0	0	0	0	0	0	0	0	0

année pleine

TOTAL CNR 2023

0,00 €
--------

**AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2021**

RESULTAT RETENU

Montant

0,00 €
--------

Commentaires

**DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT POUR L'ANNEE 2023**

Dotation globale au 31/12/2023

EAP 2024 : mesures nouvelles

EAP 2024 : redéploiements

Base au 01/01/2024

3 788 249,11 €
0,00 €
0,00 €
3 788 249,11 €

Commentaires

Direction régionale de l'Alimentation, de  
l'Agriculture et de la Forêt PACA

R93-2023-03-03-00033

Décision tacite d'autorisation d'exploiter de la  
SAS PROVENCE AGRI HEMP 84360 LAURIS





Avignon, le - 3 MARS 2023

Le directeur départemental des territoires  
de Vaucluse

à

SAS PROVENCE AGRI HEMP  
Monsieur Pierre-Alexandre RAMOS  
18, rue Louis Mourre  
84360 LAURIS

Affaire suivie par : Jean-Christophe CARA  
Tél : 04 88 17 85 08  
Courriel : jean-christophe.cara@vaucluse.gouv.fr

**Objet** : Demande d'autorisation d'exploiter

**ACCUSE DE RÉCEPTION DU DOSSIER COMPLET**

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de nos services un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime (CRPM). Cette autorisation est indépendante de la production agricole envisagée et ne vaut pas accord pour celle-ci.

Vous envisagez de mettre en valeur des terres sur la (les) commune(s) de :

Commune	Références cadastrales	Superficie	Propriétaires des parcelles
LAURIS	B390- B391- B392- B393- B394- B397- B398- B399- B654- B656- B660	6,7765ha	Paul RAMOS

**Superficie totale : 6,7765 ha**

Votre dossier est enregistré complet le 20 février 2023 sous le n° **84-2023-9** et présente les pièces nécessaires pour un début d'instruction. Des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois, à compter de cette date, vous bénéficierez alors d'une **AUTORISATION TACITE** à partir du **21 juin 2023** conformément à l'article R 331-6 du Code rural et de la pêche maritime.

La DDT de Vaucluse est chargée de procéder à la publicité de votre demande qui sera affichée en mairie de la commune où sont situées les parcelles ainsi que sur le site internet de la Préfecture.

0303 BRUN S -

En cas d'autorisation tacite, celle-ci sera publiée au Recueil des Actes Administratifs (RAA) de la Préfecture de Région PACA, consultable à l'adresse suivante en 2023 :

<https://www.prefectures-regions.gouv.fr/provence-alpes-cote-dazur/Documents-publications>

Cependant, en cas de demande concurrente, ce délai ***peut être prolongé à six mois*** en vertu du même article. Dans ce cas, vous en serez avisé avant la date d'autorisation tacite citée ci-dessus.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le directeur départemental  
des territoires de Vaucluse  
et par délégation  
Le chef du Service Économie Agricole



Jean-Michel BRUN

Direction régionale de l'Alimentation, de  
l'Agriculture et de la Forêt PACA

R93-2023-02-20-00012

Décision tacite d'autorisation d'exploiter de M.  
Tom CHAILLAN 04170 MORIEZ



**PRÉFET  
DES ALPES-  
DE-HAUTE-  
PROVENCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES**  
Service Economie Agricole

Digne-les-Bains, le

20 FEV. 2023

Pôle Exploitations Agricoles et Territoires  
Affaire suivie par : Pauline FRANCOIS  
Tel : 04.92.30.20.79  
Mél : ddt-sea-peat@alpes-de-haute-provence.gouv.fr

004572

**OBJET : DOSSIER : 04 2023 023**

**LRAR :** 20 172 230 33975

**ACCUSÉ DE RÉCEPTION DU DOSSIER COMPLET**

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de nos services un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime (CRPM).

Vous envisagez de mettre en valeur des terres sur la commune de :

Commune	Références cadastrales en ha	Superficie en ha	Propriétaire de la parcelle
MORIEZ	A 783-994-996-B 537-539-582-594-595-596-620-621-654-696-916-C 39-41-43-45-46-72-74-75-77-79-80-81-82-83-85-87-91-95-97-108-109-110-111-112-115-118-119-123-136-139-142-144-146-151-160-177-178-181-182-348-349-D 142-195-E 65-H 832-	95,1055	CHAILLAN Jean Marie/Tom
	B 921-922-1456J-1456K-C 322-E 182-F 218-219-220-245-246	3,0945	Indivision CHAILLAN/ACHARD (Marie Josephe/CHAILLAN Jean Marie et Mireille, frère et sœurs)
	B 563-571-573-576-577-578-1786-C 88	17,4145	CHAILLAN Jean Marie et Hélène

**Total des parcelles 115,6145 ha**

**Votre dossier est enregistré complet le 20/02/2023 sous le numéro 04 2023 023**

Votre dossier présente les pièces nécessaires pour un début d'instruction. Des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

La Direction Départementale des Territoires des Alpes-de-Haute-Provence est chargée de procéder à la publicité de votre demande qui sera affichée :

Direction Départementale des Territoires  
Avenue Demontzey – CS 10211 – 04002 DIGNE LES BAINS CEDEX  
Tél : 04 92 30 55 00 - mel : [ddt@alpes-de-haute-provence.gouv.fr](mailto:ddt@alpes-de-haute-provence.gouv.fr)  
Horaires d'ouverture au public : de 9h à 11h30 et l'après-midi sur rendez-vous, du lundi au vendredi  
<http://www.alpes-de-haute-provence.gouv.fr> - Twitter @prefet04 – Facebook @Préfet-des-Alpes-de-Haute-Provence

- un mois en mairie(s) où sont situées les terres (voir liste ci-dessous) :

Communes
MORIEZ

- deux mois sur le site internet de la Préfecture du département des Alpes-de-Haute-Provence.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois, à compter de la date d'enregistrement mentionnée ci-dessus, vous bénéficierez alors d'une **AUTORISATION TACITE** soit le **21/06/2023** conformément à l'article R 331-6 du CRPM.

L'autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs (RAA) de la Préfecture de Région PACA, consultable à l'adresse suivante :

<http://www.prefectures-regions.gouv.fr/provence-alpes-cote-dazur/Documents-publications/RAA-2023-le-Recueil-des-Actes-Administratifs-2023>

Cependant, en cas de demande concurrente, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article. Dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

La Directrice Départementale des Territoires  
du département des Alpes-de-Haute-Provence

Pour la Directrice Départementale  
des Territoires,  
Le Chef du Pôle Pastoralisme,  
Jeremy LOPEZ

L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication au RAA :

- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture. Dans ce cas, vous disposez d'un nouveau délai de 2 mois pour introduire un recours contentieux à compter de la naissance de la décision expresse ou tacite.

- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de MARSEILLE. La saisie du tribunal peut se faire par l'application Télérecours citoyens accessible à partir de [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**M. Tom CHAILLAN**  
Rue des Fleurs  
04170 MORIEZ

Direction régionale de l'Alimentation, de  
l'Agriculture et de la Forêt PACA

R93-2023-02-20-00010

Décision tacite d'autorisation d'exploiter de M.  
Antoine LOGE et Mme Typhenn ALIX 04700  
ENTREVENNES



**PRÉFET  
DES ALPES-  
DE-HAUTE-  
PROVENCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES  
Service Economie Agricole**

Digne-les-Bains, le 20 février 2023

Pôle Exploitations Agricoles et Territoires  
Affaire suivie par : Pauline FRANCOIS  
Tel : 04.92.30.20..79  
Mél : ddt-sea-peat@alpes-de-haute-provence.gouv.fr

**DOSSIER : 04 2023 008**

004574

LRAR 2C 172 230 33784

**ACCUSÉ DE RÉCEPTION DU DOSSIER COMPLET**

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé auprès de nos services un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime (CRPM).

Vous envisagez de mettre en valeur des terres sur les communes de ST JULIEN D'ASSE et ENTREVENNES :

Commune	Références cadastrales en ha	Superficie en ha	Propriétaire de la parcelle
ST JULIEN D'ASSE	C 69-715 en partie-47-77	145,0312	Commune de ST JULIEN D'ASSE
ENTREVENNES	D 11-26-27 F 403-421-423-428	4,7450	DIARTE Maïté
ST JULIEN D'ASSE	A 84-85-C 55-54-53-52-58 en partie-57 en partie - B 16-19 en partie-7 en partie-17 en partie-24 en partie-13 en partie- 1 en partie 5 en partie	112,5248	LACOMBRADE Jean Luc
ENTREVENNES	D 1-5-6-268-270- F 374-375	5,8053	LOGE Antoine
ST JULIEN D'ASSE	C 908-63	9,3266	LOGE Antoine

**Total des parcelles 277,4329ha**

**Votre dossier est enregistré complet le 20/02/2023 sous le numéro 04 2023 008**

Votre dossier présente les pièces nécessaires pour un début d'instruction. Des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

La Direction Départementale des Territoires des Alpes-de-Haute-Provence est chargée de procéder à la publicité de votre demande qui sera affichée :

- un mois en mairie(s) où sont situées les terres (voir liste ci-dessous) :

Direction Départementale des Territoires  
Avenue Demontzey – CS 10211 – 04002 DIGNE LES BAINS CEDEX  
Tél : 04 92 30 55 00 - mel : [ddt@alpes-de-haute-provence.gouv.fr](mailto:ddt@alpes-de-haute-provence.gouv.fr)  
Horaires d'ouverture au public : de 9h à 11h30 et l'après-midi sur rendez-vous, du lundi au vendredi  
<http://www.alpes-de-haute-provence.gouv.fr> - Twitter @prefet04 – Facebook @Préfet-des-Alpes-de-Haute-Provence

1/2

ENTREVENNES – ST JULIEN D'ASSE

- deux mois sur le site internet de la Préfecture du département des Alpes-de-Haute-Provence.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois, à compter de la date d'enregistrement mentionnée ci-dessus, vous bénéficierez alors d'une **AUTORISATION TACITE** soit le **21/06/2023** conformément à l'article R 331-6 du CRPM.

L'autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs (RAA) de la Préfecture de Région PACA, consultable à l'adresse suivante :

<http://www.prefectures-regions.gouv.fr/provence-alpes-cote-dazur/Documents-publications/RAA-2023-le-Recueil-des-Actes-Administratifs-2023>

Cependant, en cas de demande concurrente, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article. Dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

La Directrice Départementale des Territoires  
du département des Alpes-de-Haute-Provence

Pour la Direction Départementale  
des Territoires,  
Le Chef du Pôle Pastoralisme,  
Jérémy LOPEZ

L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication au RAA :

- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture. Dans ce cas, vous disposez d'un nouveau délai de 2 mois pour introduire un recours contentieux à compter de la naissance de la décision expresse ou tacite.

- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de MARSEILLE. La saisie du tribunal peut se faire par l'application Télérecours citoyens accessible à partir de [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**M. Antoine LOGE et Mme Typhenn ALIX**  
1 Placette Jean Jauffret  
04700 ENTREVENNES



Direction régionale de l'Alimentation, de  
l'Agriculture et de la Forêt PACA

R93-2023-03-03-00034

Décision tacite d'autorisation d'exploiter de  
Mme Emilie SCORDO 84380 MAZAN



Avignon, le **- 3 MARS 2023**

Le directeur départemental des territoires  
de Vaucluse

à

Madame Emilie SCORDO  
53, impasse du Couvent  
84200 CARPENTRAS

Affaire suivie par : Jean-Christophe CARA  
Tél : 04 88 17 85 08  
Courriel : jean-christophe.cara@vaucluse.gouv.fr

**Objet** : Demande d'autorisation d'exploiter

**ACCUSE DE RÉCEPTION DU DOSSIER COMPLET**

Madame,

Vous avez déposé auprès de nos services un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime (CRPM). Cette autorisation est indépendante de la production agricole envisagée et ne vaut pas accord pour celle-ci.

Vous envisagez de mettre en valeur des terres sur la (les) commune(s) de :

Commune	Références cadastrales	Superficie	Propriétaires des parcelles
MAZAN	OG185-OG190	0,547 ha	Emilie SCORDO

**Superficie totale : 0,547 ha**

Votre dossier est enregistré complet le 21 février 2023 sous le n° **84-2023-11** et présente les pièces nécessaires pour un début d'instruction. Des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois, à compter de cette date, vous bénéficierez alors d'une **AUTORISATION TACITE** à partir du **22 juin 2023** conformément à l'article R 331-6 du Code rural et de la pêche maritime.

La DDT de Vaucluse est chargée de procéder à la publicité de votre demande qui sera affichée en mairie de la commune où sont situées les parcelles ainsi que sur le site internet de la Préfecture.

En cas d'autorisation tacite, celle-ci sera publiée au Recueil des Actes Administratifs (RAA) de la Préfecture de Région PACA, consultable à l'adresse suivante en 2023 :  
<https://www.prefectures-regions.gouv.fr/provence-alpes-cote-dazur/Documents-publications>

Cependant, en cas de demande concurrente, ce délai **peut être prolongé à six mois** en vertu du même article. Dans ce cas, vous en serez avisée avant la date d'autorisation tacite citée ci-dessus.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le directeur départemental  
des territoires de Vaucluse  
et par délégation  
Le chef du Service Économie Agricole



Jean-Michel BRUN

Direction régionale de l'Alimentation, de  
l'Agriculture et de la Forêt PACA

R93-2023-02-20-00011

Décision tacite d'autorisation d'exploiter de  
Mme Lise REBATTU 04850 JAUSIERS



**PRÉFET  
DES ALPES-  
DE-HAUTE-  
PROVENCE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES**  
Service Economie Agricole

Digne-les-Bains, le

20 FEV. 2023

Pôle Exploitations Agricoles et Territoires  
Affaire suivie par : Pauline FRANCOIS  
Tel : 04.92.30.20.79  
Mél : ddt-sea-peat@alpes-de-haute-provence.gouv.fr

**OBJET : DOSSIER : 04 2023 022**

**LRAR : 20 168 506 88490**

004577

**ACCUSÉ DE RÉCEPTION DU DOSSIER COMPLET**

Madame,

Vous avez déposé auprès de nos services un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime (CRPM).

Vous envisagez de mettre en valeur des terres sur les communes de :

Commune	Références cadastrales en ha	Superficie en ha	Propriétaire de la parcelle
JAUSIERS	000 0A 117, 000 0A 118, 000 0A 119, 000 0A 126, 000 0A 127, 000 0A 137, 000 0A 141, 000 0A 142, 000 0C 1035, 000 0C 1044, 000 0C 1046, 000 0C1324, 000 0C 1335, 000 0C 1350, 000 0C 1357, 000 0C 1650, 000 0C 1651, 000 0C 1938, 000 0C1939, 000 0C 1947, 000 0D120, 000 0D 142, 000 0D 277, 000 0D 297, 000 0D 309, 000 0D 322, 000 0D 325, 000 0D 340, 000 0D 419, 000 0D 472, 000 0D 473, 000 0D 615, 000 0D 755, 000 0D 809, 000 0D 810, 000 AB 87	22,4509	Indivision REBATTU Agnès/Alice/Guy/Jean Marie/Marie Dominique/Pierre/Colette/Marie Joseph/Lydie/Fabien/Suzanne/Myrtille/Etienne/Tibaut
LA CONDAMINE CHATELARD	000 0C 239, 000 0C 240, 0000C 276, 000 0C 305, 000 0C 306, 000 0C 307, 000 0C 308, 000 0C 326, 000 0C 327, 000 0C 329, 0000C 330, 000 0C 40, 000 0C 68, 000 0D 1309, 000 0D 1310, 000 0D 1439		
JAUSIERS	000 0D 277, 000 0D 297, 000 0D 309, 000 0D 322, 000 0D 325		Indivision REBATTU-DOMPIETRINI Cécile/REBATTU Jean Emmanuel/Marie Pierre
JAUSIERS	000 AC 282		REBATTU Floriane/Lise
LA CONDAMINE CHATELARD	000 C 753		REBATTU Guy

Direction Départementale des Territoires  
Avenue Demontzey – CS 10211 – 04002 DIGNE LES BAINS CEDEX  
Tél : 04 92 30 55 00 - mel : [ddt@alpes-de-haute-provence.gouv.fr](mailto:ddt@alpes-de-haute-provence.gouv.fr)  
Horaires d'ouverture au public : de 9h à 11h30 et l'après-midi sur rendez-vous, du lundi au vendredi  
<http://www.alpes-de-haute-provence.gouv.fr> - Twitter @prefet04 – Facebook @Préfet-des-Alpes-de-Haute-Provence

**Total des parcelles 22,4509 ha**

**Votre dossier est enregistré complet le 20/02/2023 sous le numéro 04 2023 022**

Votre dossier présente les pièces nécessaires pour un début d'instruction. Des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

La Direction Départementale des Territoires des Alpes-de-Haute-Provence est chargée de procéder à la publicité de votre demande qui sera affichée :

- un mois en mairie(s) où sont situées les terres (voir liste ci-dessous) :

Communes
JAUSIERS – LA CONDAMINE CHATELARD

- deux mois sur le site internet de la Préfecture du département des Alpes-de-Haute-Provence.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois, à compter de la date d'enregistrement mentionnée ci-dessus, vous bénéficierez alors d'une **AUTORISATION TACITE** soit le **21/06/2023** conformément à l'article R 331-6 du CRPM.

L'autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs (RAA) de la Préfecture de Région PACA, consultable à l'adresse suivante :

<http://www.prefectures-regions.gouv.fr/provence-alpes-cote-dazur/Documents-publications/RAA-2023-le-Recueil-des-Actes-Administratifs-2023>

Cependant, en cas de demande concurrente, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article. Dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

La Directrice Départementale des Territoires  
du département des Alpes-de-Haute-Provence

Pour la Direction Départementale  
des Territoires,  
Le Chef du Pôle Pastoralisme,  
Jérémy LOPEZ

L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication au RAA :

- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture. Dans ce cas, vous disposez d'un nouveau délai de 2 mois pour introduire un recours contentieux à compter de la naissance de la décision expresse ou tacite.

- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de MARSEILLE. La saisie du tribunal peut se faire par l'application Télérecours citoyens accessible à partir de [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Mme Lisé REBATTU**  
9 Impasse des Palabres  
04850 JAUSIERS

Direction régionale de l'Alimentation, de  
l'Agriculture et de la Forêt PACA

R93-2023-05-11-00006

Décision tacite d'autorisation d'exploiter du  
GAEC BERGERIE DES OLIVIERS 848410  
AUBIGNAN



**PRÉFÈTE  
DE VAUCLUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Service Economie Agricole  
Autorisations d'exploiter

**Direction  
Départementale  
des Territoires de Vaucluse**

Avignon, le **11 MAI 2023**

Le directeur départemental des territoires  
de Vaucluse

à

**GAEC BERGERIE DES OLIVIERS  
Madame Pauline ROMAN  
1634, avenue Jean-Henri FABRE  
84810 AUBIGNAN**

Affaire suivie par : Jean-Christophe CARA  
Tél : 04 88 17 85 08  
Courriel : jean-christophe.cara@vaucluse.gouv.fr

**Objet** : Demande d'autorisation d'exploiter

**ACCUSE DE RÉCEPTION DE DOSSIER COMPLET  
ANNULE ET REMPLACE CELUI DU 2 MARS 2023**

Madame,

Vous avez déposé auprès de nos services un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime (CRPM). Cette autorisation est indépendante de la production agricole envisagée et ne vaut pas accord pour celle-ci.

Vous envisagez de mettre en valeur des terres sur les communes de :

Services de l'État en Vaucluse - Direction Départementale des Territoires - 84905 AVIGNON CEDEX 9



Commune	Références cadastrales	Superficie	Propriétaires des parcelles
ST-MARTIN-DE-LA-PORTE (73140)	B69-B70-B2050-A94-A458-A461-A463-A468-A473-A478-A490-A505-A506-A515-A535-A537-A1018	1,7921 ha	Pauline ROMAN
METHAMIS	D504-D505-D506-D507-D508-D509-D510-D511-D522	36,76 ha	Franck DROIN
BELLEVILLE (73440)	Y217-Y218-Y219-Y233-Y234-Y235	388,8875 ha	Commune ST-MARTIN-DE-LA-PORTE (73140)
ST-MARTIN-DE-LA-PORTE (73140)	A6-A7-A8-A546-A547-A548-A549-A551-A552-A825-A863-A868-A896-A897-A898-A899-A900-A901-A902-A903-A904-A989-A1020-A1032-A1033	549,1125 ha	
AUBIGNAN	BE23-BE24-BE25-BE31-BE33-BE35-BE42-BE45-BE46-BE47-BE50-BE58-BE68 BK18-BK42-BK43-BK44-BK45-BK46-BK47-BK49-BK50-BK52-BK53-BK54-BK55-BK56 BH97-BH100	11,53 ha	Henri RAME
AUBIGNAN	BH2-BH3-BH7-BH9-BH13-BH14-BH82-BH83-BH84-BH85-BH109-BH110-BH111-BH112-BH115-BH119-BH121-BH122-BH123-BH125	27,02 ha	EPAGE

**Superficie totale : 1015,1021 ha**

Votre dossier est enregistré complet le 21 février 2023 sous le n° 84-2023-10 et présente les pièces nécessaires pour un début d'instruction. Des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois, à compter de cette date, vous bénéficierez alors d'une **AUTORISATION TACITE à partir du 22 juin 2023** conformément à l'article R 331-6 du Code rural et de la pêche maritime.

L'autorisation tacite sera publiée au Recueil des Actes Administratifs (RAA) de la Préfecture de Région PACA, consultable à l'adresse suivante en 2023 :

<https://www.prefectures-regions.gouv.fr/provence-alpes-cote-dazur/Documents-publications>

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le directeur départemental  
des territoires de Vaucluse  
et par délégation  
Le chef du Service Économie Agricole

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Brun', with a large, sweeping flourish extending to the right.

Jean-Michel BRUN



Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi,  
du Travail et des Solidarités -  
Provence-Alpes-Côte d Azur

R93-2023-06-27-00001

ARRETE MODIFICATIF portant nomination des  
membres du jury final et du jury de rattrapage  
pour l attribution du Diplôme d Etat  
d ergothérapeute au titre de l année 2023



**ARRETE MODIFICATIF**

Portant nomination des membres du jury final et du jury de rattrapage  
pour l'attribution du Diplôme d'Etat d'ergothérapeute  
au titre de l'année 2023

**Le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Préfet de la zone de défense et de sécurité sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône**

- VU** le code de la santé publique, notamment les articles L 4331-1, R 4331-1 et suivants ;
- VU** l'arrêté du 05 juillet 2010 modifié relatif au Diplôme d'Etat d'ergothérapeute, modifié par l'arrêté du 25 août 2010 ;
- VU** l'arrêté du 21 avril 2007 relatif aux conditions de fonctionnement des instituts de formation paramédicaux, modifié le 28 avril 2012 ;
- VU** le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des DREETS, des DDETS et des DDETSPP ;
- VU** l'arrêté R93-2021-04-01-00002 du préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches du Rhône, portant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe BERLEMONT, Directeur Régional de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU** la décision N° R93-2023-06-06-00002 du 6 juin 2023, prise au nom du préfet, portant subdélégation de signature en matière d'administration générale de M. Jean-Philippe BERLEMONT, Directeur Régional de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités ;
- SUR** proposition des directeurs des instituts de formation,
- SUR** proposition du Directeur Régional de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de Provence-Alpes-Côte d'Azur,

## ARRETE

### ARTICLE 1er :

Le jury d'attribution du diplôme d'Etat d'ergothérapeute (1<sup>ère</sup> session et session de rattrapage), aux candidats présentés par l'Institut de Formation en ergothérapie de Marseille et l'Institut de Formation Public Varois des Professions de Santé au titre de l'année 2023 est constitué comme suit :

- **Président : le Directeur Régional de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités** ou son représentant
- **Le directeur de l'ARS** ou son représentant,
- **Une directrice, responsable d'un institut de formation en ergothérapie** : Mme DESPRES Géraldine, directrice de l'IFE, faculté de médecine Aix Marseille Université
- **Une cadre** : Mme TORTORA Leïla – responsable des stages de l'IFE du Var
- **Deux enseignants d'instituts de formation en ergothérapie** :
  - Mme CATEL Laurence – ergothérapeute, formatrice à l'IFE - Hyères
  - M. PAVE Julien - ergothérapeute, formateur à l'IFE - Marseille
- **Deux ergothérapeutes, cadre de santé, en exercice depuis au moins trois ans** :
  - Mme JOLY Valérie - Hôpital Léon Bérard – Hyères
  - M. LAVERNHE David - Centre de réadaptation fonctionnelle de Valmante- Marseille
- **Deux médecins spécialistes** :
  - M. DAGAIN Arnaud, neurochirurgien, hôpital Ste Anne, Toulon
  - M.BENSOUSSAN Laurent, médecine physique et réadaptation - Hôpital La Timone à Marseille
- **un enseignant chercheur participant à la formation** : Pr CHAUMOITRE Khatia, Faculté des Sciences médicales et paramédicales - Aix Marseille Université.

### ARTICLE 2 :

Le Directeur Régional de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités ainsi que les directeurs des instituts de formation en ergothérapie susvisés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au RAA de la Préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Fait à Marseille, le 27 juin 2023

Pour le Directeur Régional  
Et par délégation  
L'Attachée d'Administration de l'Etat,

*Signé*

Lucile GRAS

Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi,  
du Travail et des Solidarités -  
Provence-Alpes-Côte d'Azur

R93-2023-06-27-00002

Arrêté portant nomination des membres du jury  
du Diplôme d'Etat de Préparateur en Pharmacie  
Hospitalière Session de Juillet 2023 et session de  
rattrapage

**ARRETE N°**

**Portant nomination des membres du jury  
du Diplôme d'Etat de Préparateur en Pharmacie Hospitalière  
Session de Juillet 2023 et session de rattrapage**

**Le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,  
Préfet de la zone de défense Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône,**

**VU** le Code de la Santé Publique ;

**VU** l'arrêté modifié du 02 août 2006 relatif au diplôme d'état de préparateur en pharmacie hospitalière et notamment son article 35 ;

**VU** le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et de la protection des populations et notamment ses articles 1 à 8 ;

**VU** l'arrêté interministériel du 25 mars 2021 nommant M. Jean Philippe BERLEMONT inspecteur de la jeunesse et des sports classe exceptionnelle en qualité de directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et de solidarités de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

**VU** l'arrêté préfectoral N° R93-2021-04-01-00002 du 1er avril 2021 portant délégation de signature à M. Jean Philippe BERLEMONT, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

**VU** la décision N° R93-2023-06-06-00002, prise au nom du Préfet, portant subdélégation de signature administrative de Monsieur Jean Philippe BERLEMONT, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS), de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Sur proposition du directeur du centre de formation des préparateurs en pharmacie hospitalière de Marseille ;



## ARRÊTE

### **ARTICLE 1 :**

Le jury de la session de juillet 2023 et de la session de rattrapage du diplôme d'état de préparateur en pharmacie hospitalière est constitué comme suit :

- Monsieur le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités ou son représentant, Président ;
- Le directeur général de l'Agence Régionale de la Santé ou son représentant, pharmacien inspecteur de santé publique :  
Mme Emmanuelle Conte ;
- Un membre des corps d'inspection de l'éducation nationale :  
M. Fabien CONCHONAUD ;
- Un enseignant-chercheur pharmacien hospitalier :  
M. Stéphane HONORE ;
- Le directeur du centre de formation de préparateurs en pharmacie hospitalière :  
M. Didier VALCHIUSA ;
- Un pharmacien praticien hospitalier proposé par le centre de formation :  
Mme Nicole FRANÇOIS ;
- Un directeur d'établissement public de santé ou médico-social ou un membre du corps des personnels de direction :  
Mme Roseline GARNIER ;
- Un préparateur en pharmacie hospitalière chargé d'enseignement :  
Mme Priscillia FIACCHETTI ;
- Un préparateur en pharmacie hospitalière cadre de santé :  
Mme Nicole DONADIO ;
- Un préparateur en pharmacie hospitalière en exercice :  
Mme Corinne CHAMBON.

## **ARTICLE 2 :**

Le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la directrice du centre de formation des préparateurs en pharmacie hospitalière de Marseille sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 27 juin 2023.

Pour le Préfet de la région  
Provence-Alpes-Côte d'Azur

et par Délégation  
Le directeur régional de l'économie,  
de l'emploi, du travail et des solidarités

par Subdélégation

Attachée d'administration

***Signé***

Lucille Gras

Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi,  
du Travail et des Solidarités -  
Provence-Alpes-Côte d'Azur

R93-2023-06-15-00005

Arrêté portant nomination des membres du jury  
du diplôme d'État d'Éducateur de Jeunes  
Enfants  
Session 2023



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
PROVENCE-ALPES-  
CÔTE D'AZUR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'économie,  
de l'emploi, du travail  
et des solidarités**

**Pôle Inclusions et Solidarités**

Service des formations sociales et paramédicales

**Arrêté n°**

**Portant nomination des membres du jury  
du diplôme d'Etat d'Éducateur de Jeunes Enfants  
Session 2023**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,  
Préfet de la zone de défense de sécurité Sud,  
Préfet des Bouches-du-Rhône,**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.451-1, R.451-1, D. 451-28-1 à D. 451-28-10 et D. 451-47 ;

**VU** le code de l'éducation, notamment les articles L. 335-5, L.335-6, L. 613-5 et D. 612-32-2 ;

**VU** le décret n° 2018-733 du 22 août 2018 relatif aux formations et diplômes du travail social ;

**VU** le décret n° 2018-734 du 22 août 2018 relatif aux formations et diplômes du travail social ;

**VU** l'arrêté du 22 août 2018 relatif au socle commun de compétences et de connaissances des formations du travail social de niveau II ;

**VU** l'arrêté du 22 août 2018 modifié relatif au diplôme d'Etat d'éducateur de jeunes enfants ;

**VU** le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations

**VU** l'arrêté du Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, en date du 1<sup>er</sup> avril 2021 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe BERLEMONT, Directeur Régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur ;

**VU** la décision R93-2023-06-06-00002 du 6 juin 2023, portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire délégué de M. Jean Philippe BERLEMONT, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

**VU** l'avis du conseil supérieur de l'éducation en date du 24 mars 2023 ;

**VU** l'avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 21 mars 2023,

**ARRÊTE**

23-25 rue Borde – 13008 Marseille

## **Article 1 :**

Le jury de la session de 2023 du diplôme d'Etat d'Educateur de jeunes enfants (DEEJE) est composé comme suit :

- L'enseignant-chercheur **Saïd BELGUIDOUM**, président du jury;
- Le préfet de région représenté par **Naïma BERBICHE**, vice-président du jury;
- Le recteur d'académie représentée par **Marie-Annick CHABASSIEU**, vice-président du jury;

- au titre des formateurs ou enseignants issus des établissements de formation préparant au diplôme :

ARNOLD MAGALI  
LEGA-TAUFER ANNE  
ROSE CELINE  
SERVES FEREDRIC

- au titre des représentants des services déconcentrés de l'Etat, des collectivités publiques, de personnes qualifiées :

CHAUDRON RIDHOI RAOUNAKI  
DOLAMBI STEPHANIE

- au titre des représentants qualifiés du secteur professionnel :

DUMOULIN PASQUALE ANITA ALINE  
LEVITA PASCALE

## **Article 2 :**

Le Directeur Régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Provence-Alpes-Côte-D'azur.

Marseille, le 15 juin 2023



Pour le Directeur régional de la DREETS  
et par délégation

SIGNE  
**Naïma BERBICHE**

23-25 rue Borde – 13008 Marseille

# ANNEXE

## LISTE DES EXAMINATEURS

### 1/ COLLEGE DES FORMATEURS

AGU SIMONE  
ARNOLD MAGALI BERNADETTE MONIQUE  
ASSOULY NATHALIE  
BEC CAROLINE ELODIE  
CHAINAS ALICIA  
DEVILLARD MELANIE ALEXANDRA BRIGITTE  
HADJOUT NINON  
IBBA CHRISTEL  
LEGA-TAUFER ANNE  
LEGOFF NATHALIE BERNADETTE MICHELE  
LEVY DANIELA  
MISTRAL VALERIE  
MOSCATO DELPHINE  
ODENA SOPHIE SIMONE CHRISTIANE  
PARABIS BRUNO  
ROSE CELINE ANNIE SUZANNE  
SANNWALD LAETITIA CHRISTIANE JACQUELINE  
SCALESSE VALERIE  
SERGENT MARION ELISE BRIGITTE  
SERVES FREDERIC

## 2/ COLLEGE DES PROFESSIONNELS

ARAR NADIA  
BONACORSI CECILE JULIE  
CHAUDRON RIDHOI RAOUNAKI  
CHEVRIER MARIANNE ELEANOR HENRIETTE  
COMMARIEU DOMINIQUE  
DARTRON THIERRY PATRICK ALEXANDRE  
DEBBIA DOROTHEE  
DELAVICTOIRE MARIE CELINE CHRISTELLE  
DOLAMBI STEPHANIE  
DUMOULIN PASQUALE ANITA ALINE  
ELMLINGER SANDRA  
GRANGE STEPHANIE  
GRIGIONI JOELLE  
GUILLERMIN FOUZIA  
LEVITA PASCALE  
MARMUS MANON MARIE GERALDINE  
MARTIN JACQUES  
MAS FANNY AURORE SARAH  
MAURIN FREDERIQUE GABRIELLE  
PAQUENTIN MICHELLE JEANNE  
PHOYU STEPHANIE  
POUGET COLIN MARIE-CHRISTINE  
PRADAL ARMELLE  
RIGAL HELENE MARTINE NICOLE  
SORLIN ANNE CAROLINE  
SZTOR BERNARD JOSEPH CASIMIR  
VIGNY TESS  
WELLECAM GILLES JEAN GERARD

23-25 rue Borde – 13008 Marseille

Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi,  
du Travail et des Solidarités -  
Provence-Alpes-Côte d Azur

R93-2023-06-23-00002

AVIS DE PUBLICATION DE LA COMPOSITION DE  
LA COMMISSION PARITAIRE REGIONALE  
INTERPROFESSIONNELLE DE LA REGION PACA  
POUR LE MANDAT 2022-2025



**AVIS DE PUBLICATION DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION PARITAIRE REGIONALE  
 INTERPROFESSIONNELLE DE LA REGION PACA  
 POUR LE MANDAT 2022-2025**

**Article L. 23-112-5 du code du travail  
 Article R. 23-112-14 du code du travail**

**Considérant** l'arrêté du 10 décembre 2021 portant attribution des sièges de membres des commissions paritaires régionales interprofessionnelles ;

**Considérant** l'avis de publication de la Commission Paritaire Régionale Interprofessionnelle du 7 avril 2022, parue au Recueil des Actes Administratifs du 19 mai 2022, sous le numéro R93-2022-05-19-00002

**Considérant** les démissions et désignations complémentaires effectuées par les organisations syndicales de salariés et les organisations professionnelles d'employeurs auxquelles, ont été attribués des sièges ;

La Commission Paritaire Régionale Interprofessionnelle (CPRI) de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur est composée des membres suivants :

<b>Qualité (représentant employeur/salarié)</b>	<b>Nom et prénom du représentant</b>	<b>Profession du représentant</b>	<b>Appartenance syndicale éventuelle</b>
Salarié	PECORINI Jean-Michel	Manager Métier CASINO	CFE-CGC
Salarié	<i>Pas de désignation</i>		UNSA
Salarié	GERMAIN Géraldine	Assistante régionale	CFDT
Salarié	TESTA Francis	Employé	CFDT
Salarié	GRAULIERE Hervé	Monteur, lunetier, vendeur	FO
Salarié	VIRGA Laurence	Vendeuse	FO
Salarié	ANTOINE Philippe	Chargé de mission	CGT
Salarié	LOVICONI Mylène	Secrétaire	CGT
Salarié	JOUDELAT Anaïs	Responsable d'association	CGT
Salarié	JOURDAN Patrick	Chargé de mission	CGT

Qualité (représentant employeur/salarié)	Nom et prénom du représentant	Profession du représentant	Appartenance syndicale éventuelle
Employeur	DENIS Laurent	Restaurateur	CPME
Employeur	GHETTI Michel	Chef d'entreprise	CPME
Employeur	MATHIS DELOBEL Nathalie	Biographe	CPME
Employeur	NAL Maurice	Gérant de société	CPME
Employeur	PION GOUREAU Yvan	Gérant de société	CPME
Employeur	LHERMINE Elisabeth	Dirigeant	MEDEF
Employeur	MORAND Yves	Dirigeant	MEDEF
Employeur	BERAUD Jacques- Olivier	Garage auto	U2P
Employeur	OLIVER BARAL Corinne	Remorquage auto	U2P
Employeur	PERNOT Celia	Juriste	U2P

A compter de la présente publication, les désignations effectuées par les organisations syndicales de salariés et les organisations professionnelles d'employeurs peuvent être contestées dans un délai de quinze jours devant le tribunal d'instance du ressort territorial de la DREETS PACA.

La présente liste est publiée au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités.

Fait à Marseille, le 23 juin 2023

Le Directeur Régional de l'économie,  
l'emploi, du travail et des solidarités

**SIGNÉ**

Jean-Philippe BERLEMONT

DIRM MED

R93-2023-06-23-00001

Arrêté portant modification de l'arrêté du 14 novembre 2022 encadrant des activités de pêche maritime professionnelle et de loisir des bivalves fouisseurs sur le littoral de l'étang de Berre et hors des limites administratives du Grand Port Maritime de Marseille



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
PROVENCE- ALPES-  
CÔTE D'AZUR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Interrégionale  
de la mer Méditerranée  
Service Réglementation / Contrôles**

### **Arrêté n°**

**portant modification de l'arrêté du 14 novembre 2022 encadrant des activités de pêche maritime professionnelle et de loisir des bivalves fouisseurs sur le littoral de l'étang de Berre et hors des limites administratives du Grand Port Maritime de Marseille**

Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,  
Préfet des Bouches du Rhône,

- VU** le règlement (CE) n° 1967/2006 du Conseil du 21 décembre 2006 modifié concernant des mesures de gestion pour l'exploitation durable des ressources halieutiques en Méditerranée et modifiant le règlement (CEE) n° 2847/93 et abrogeant le règlement (CE) n° 1626/94 ;
- VU** le règlement (CE) n° 1224/2009 du Conseil du 20 novembre 2009 modifié instituant un régime communautaire de contrôle afin d'assurer le respect des règles de la politique commune de la pêche ;
- VU** le règlement d'exécution (UE) n° 404/2011 de la Commission du 08 avril 2011 modifié portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1224/2009 du Conseil instituant un régime communautaire de contrôle afin d'assurer le respect des règles de la politique commune de la pêche ;
- VU** le livre IX du code rural et de la pêche maritime ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2010-130 du 11 février 2010 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions interrégionales de la mer ;
- VU** l'arrêté ministériel du 04 janvier 2016 fixant la liste des engins autorisés spécifiques à l'exercice de la pêche à pied professionnelle ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 353 du 11 juin 2015 portant encadrement des activités de pêche maritime de loisir des coquillages sur le littoral ainsi que dans les lagunes et étangs compris dans la limite de salure des eaux du département des Bouches-du-Rhône ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 10 août 2017 fixant la liste des engins de pêche autorisés spécifiques à l'exercice de la pêche à pied professionnelle sur l'ensemble des départements littoraux de la Méditerranée continentale ;

- VU** l'arrêté préfectoral du 24 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Eric LEVERT, directeur interrégional de la mer Méditerranée ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°R93-2022-11-14-00001 du 14 novembre 2022 portant encadrement des activités de pêche maritime professionnelle et de loisir des bivalves fouisseurs sur le littoral de l'étang de Berre et hors des limites administratives du Grand Port Maritime de Marseille ;
- VU** l'avis du Conseil du comité régional des pêches et des élevages marins Provence Alpes Côte d'Azur en date du 20 avril 2023 ;
- VU** la procédure de consultation du public engagée le 26 mai 2023 et close le 16 juin 2023 en application de l'art L 914-3 du code rural et de la pêche maritime, ainsi que la synthèse des contributions du public produite à l'issue de celle-ci ;
- CONSIDERANT** la nécessité de maîtriser l'effort de pêche et d'assurer une gestion durable des stocks sur les gisements naturels coquilliers et de prendre de ce fait des dispositions à l'égard de la pêche à pied ;
- CONSIDERANT** la nécessité d'assurer le bon ordre des activités de pêche, justifiant la mise en place de mesures de limitation des captures afin d'assurer une cohabitation harmonieuse entre pêcheurs professionnels et pêcheurs de loisir ;
- SUR PROPOSITION** du comité de suivi en date du 12 mai 2023,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 :**

L'article 5 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2022 sus-visé est modifié comme suit :

« Nonobstant les périodes de fermeture pour des motifs sanitaires ou zoosanitaires, la pêche des bivalves fouisseurs est autorisée :

- pour les pêcheurs professionnels du 1er mars au 31 décembre. Durant ces périodes d'ouverture, la pêche est autorisée en semaine (du lundi au vendredi) du lever au coucher du soleil.

Elle est interdite les samedis, dimanches et jours fériés.

- pour les pêcheurs de loisir du 1er mars au 31 décembre. Durant ces périodes d'ouverture, la pêche est autorisée les mercredi, samedi, dimanche et jours fériés, du lever au coucher du soleil ».

### **ARTICLE 2 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès de la juridiction administrative compétente, dans un délai de deux mois pour compter de sa publication. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

16, rue A. Zattara - CS 70248 – 13331 Marseille Cedex 03 -  
Tel 04 86 94 67 00  
[www.dirm.mediterranee.developpement-durable.gouv.fr](http://www.dirm.mediterranee.developpement-durable.gouv.fr)

En cas de recours gracieux l'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être déférée devant la juridiction administrative dans les deux mois suivants.

**ARTICLE 3 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur interrégional de la mer Méditerranée, le directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches du Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Marseille, le 23 juin 2023

Pour le Préfet et par délégation,

Eric LEVERT

Directeur Interrégional de la Mer  
Méditerranée

**Diffusion :**

DDTM/DML 13  
DDPP 13  
CRPMEM PACA  
Prud'homie de Martigues  
GIPREB  
IFREMER La Seyne

**Copie**

CNSP ETEL  
DGAMPA Bureau GR  
Dossier RC

Secrétariat général pour l'administration Du  
Ministère de L'intérieur SUD

R93-2023-06-23-00003

Arrêté fixant la composition de la commission de  
sélection des policiers adjoints de la Police  
Nationale 3ème session 2023 - Centre de  
Toulouse



**PRÉFET  
DE LA ZONE  
DE DÉFENSE  
ET DE SÉCURITÉ  
SUD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général de la zone  
de défense et de sécurité Sud**

**Secrétariat général pour l'administration  
du ministère de l'intérieur Sud**

Direction des ressources humaines  
Délégation territoriale de Toulouse  
Bureau des personnels et du recrutement  
SGAMI/DRH/DT/BPR/section recrutement N°2023/19

**LE PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD  
PRÉFET DE RÉGION PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR  
PRÉFET DES BOUCHES DU RHÔNE**

**Arrêté fixant la composition de la commission de sélection  
des policiers adjoints de la Police Nationale – 3<sup>ème</sup> session 2023**

**- CENTRE DE TOULOUSE -**

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L 411-5 à L 411-6 et R 411-4 à R 411-9 ;

VU le décret n°2014-296 du 6 mars 2014 relatif aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur et modifiant diverses dispositions du code de la défense et de la sécurité intérieure ;

VU le décret n°2015-76 du 27 janvier 2015 modifiant diverses dispositions relatives aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur;

VU le décret n°2016-684 du 26 mai 2016 modifiant le code de la sécurité intérieure et relatif au recrutement des adjoints de sécurité;

VU l'arrêté du 24 août 2000, modifié fixant les modalités de recrutement et de formation des adjoints de sécurité recrutés au titre du développement d'activités pour l'emploi des jeunes;

VU la circulaire NOR/INT/C/93/2600/C du 2 janvier 2020 relative aux adjoints de sécurité de la police nationale;

VU l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2014 portant organisation du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur de la zone de défense et de sécurité sud ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 février 2023 portant délégation de signature à Monsieur Olivier MARMION secrétaire général de la zone de défense et de sécurité Sud auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté préfectoral SGAMI/DR/BR/N°2023/3 portant ouverture du recrutement de policiers adjoints de la police nationale, 3<sup>ème</sup> session 2023 ;

SUR proposition du secrétaire général de la zone de défense et de sécurité Sud;



## ARRETE

**ARTICLE 1 :** La composition des jurys chargés de la notation de l'épreuve d'entretien pour le recrutement de policiers adjoints -centre de Toulouse- est fixée de la façon suivante :

### Représentants du corps de commandement :

ABADIE Marc, Commandant, DDSP Carcassonne  
ANCEAU Cyril, Commandant, CRS Pyrénées  
BABIN Olivier, Commandant DDSP Toulouse  
BARRUE Patrice, Capitaine ENSAPN Toulouse  
BESSIERES Lydia, Capitaine, DDSP Rodez  
BONELLI Karine, Commandant, DIDPAF Toulouse  
CASSAN Pierre-André, Commandant DDSP Toulouse  
COLLET Sandrine, Commandant, DDSP Toulouse  
DELATTRE David, Commandant DDSP Toulouse  
GARDEL Céline, capitaine, ENSAPN Toulouse  
GARRIGUES Laurent, Commandant, DTPJ Toulouse  
GUIRAUD Bernadette, Capitaine, DDSP Toulouse  
LAUTISSIER Nathalie Commandant, DDSP Toulouse  
LEDUC Jean Michel, Commandant CSP Decazeville  
MARECHAL Franck, Capitaine, DDSP Perpignan  
OUCHENNE Myriam, Commandant, DDSP Toulouse  
PASSERON Julien, Capitaine, CRS Pyrénées  
PETITJEAN Alexandre, Commandant DDSP Toulouse  
POSTAL William, Commandant divisionnaire fonctionnel ENSAPN Toulouse  
ROHR Michel, Commandant divisionnaire DDSP Rodez  
ROUX Astrid, capitaine DDSP Foix  
VAGNER Guillaume, capitaine, DDSP Toulouse  
VECCHIATO Stéphanie, Capitaine, DDSP Toulouse

### Représentants du corps d'encadrement et d'application :

ARIAS	Stéphane	Brigadier-chef	DDSP 31
BERNARDON	Laurent	Major	DDSP 31
BONHOURE	Ludovic	brigadier	DIDPAF 31
BOUILLON	Valérie	Major	DDSP 31
BOUSSAIDI	Nora	brigadier	DDSP31
BURGUNDER	Lionel	Brigadier-chef	DDSP 31
DE NADAI	Virginie	Brigadier-chef	DDSP 31
DEWEZ	Sébastien	Brigadier-chef	ENSAPN Toulouse
DIDIUS	Cyrille	Brigadier-chef	DIDPAF Toulouse
ESPINOSA	Stéphane	Brigadier-chef	DDSP 81
EYCHENNE	Fabrice	Major RULP	DDSP 31
FRAYSSINET	Max	Major RULP	DDSP 31
GAU	Carole	brigadier-chef	CSP Castres
HOUILLON	David	Brigadier-chef	DDSP 31
IANOTTO	Grégory	brigadier	DDSP 31
ISSALIS	Joachim	Major	DDSP 31
KISZEL	Amandine	brigadier-chef	DDSP 31
LAFFONT	Stéphane	Major	DDSP 31
LARTIGUE	Céline	Brigadier-chef	DDSP 31
LECUSSAN	Frédéric	Major	DDSP 31
MARIE	Jérôme	Brigadier-chef	UMZ Toulouse
MARTINEZ	Stéphane	Brigadier-chef	ENSAPN Toulouse

MATHIEU	Laurent	Major	DCCRS Toulouse
MAUPETIT	Thierry	brigadier	DDSP 31
MESSANG	Damien	MEEEX	DDSP31
MOULIE	Christophe	Brigadier-chef	DDSP 31
PEITAVI	Alain	brigadier	DDSP 31
ROBLES	Hélène	Brigadier-chef	DDSP 31
ROUSSE	Jérôme	major	DCCRS
SALTY	Benoit	gardien	DDSP 31
VERDOT	Nicolas	brigadier	DDSP 31

Psychologues :

ANGLES DAURIAC Marie Psychologue vacataire  
 CZECZOTKA Nadège Psychologue vacataire  
 DELHOM Claire Psychologue vacataire  
 DELHOMME CAZES Aurélie Psychologue vacataire  
 DEPREISSAT Marjorie Psychologue titulaire ENSAPN Toulouse  
 GAFFEZ Martin Psychologue vacataire  
 LHUSSA Marie-Laure Psychologue vacataire  
 MARTIN Catherine, Psychologue titulaire ENSAPN Toulouse  
 PIANA Odanna Psychologue vacataire  
 ROUILLON Maéva Psychologue vacataire  
 SIMARD Helen Psychologue vacataire  
 VILLADER Vanessa Psychologue vacataire  
 ZANUTTO Oriane Psychologue titulaire ENSAPN Toulouse

**ARTICLE 2 :** Le préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet de la région Provence Alpes Côte d'Azur, Préfet des Bouches du Rhône est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Toulouse, le 23 juin 2023

**La cheffe du bureau des personnels  
et du recrutement**



**Natalie VILALTA**

Secrétariat général pour l'administration Du  
Ministère de L'intérieur SUD

R93-2023-06-16-00076

arrêté jury TECH PTS session 2024



**PRÉFET  
DE LA ZONE  
DE DÉFENSE  
ET DE SÉCURITÉ  
SUD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
de la zone de défense et de sécurité Sud  
Secrétariat général pour l'administration  
du ministère de l'intérieur Sud**

Direction des ressources humaines  
Délégation territoriale de Toulouse  
Bureau des personnels et du recrutement  
**SGAMI/DRH/DT/BPR/section recrutement N°2023/18**

**LE PREFET DE ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE  
PREFET DE REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR  
PREFET DES BOUCHES DU RHONE**

**Arrêté fixant la composition du jury du concours interne et externe de technicien de police technique et scientifique de la police nationale au titre de l'année 2024**

**VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, notamment ses articles 19 et 20 ;

**VU** le décret n° 95-1197 du 6 novembre 1995 modifié portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;

**VU** le décret n° 2004-1105 du 19 octobre 2004 modifié relatif à l'ouverture des procédures de recrutement dans la fonction publique de l'État ;

**VU** le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 modifié relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique ;

**VU** le décret n° 2016-1677 du 5 décembre 2016 modifié portant statut particulier du corps des techniciens de police technique et scientifique de la police nationale ;

**VU** le décret n° 2022-197 du 17 février 2022 relatif aux modalités de recrutement dans les corps de la police technique et scientifique ;

**VU** le décret n° 2022-1209 du 31 août 2022 modifiant les dispositions communes relatives à l'organisation des carrières des fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'État ;

**VU** l'arrêté du 26 juillet 2007 modifié fixant les équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique subordonnés à la possession de diplômes ou titres sanctionnant un niveau d'études déterminé relevant d'une formation générale ou de plusieurs spécialités de formation ;

**VU** l'arrêté du 27 août 2010 portant déconcentration en matière de gestion des fonctionnaires des corps techniques et scientifiques de la police nationale, modifié notamment par l'arrêté du 18 mai 2020 ;

**VU** l'arrêté du 26 juin 2020 fixant les règles d'organisation générale, la nature et le programme des épreuves des concours d'accès au corps des techniciens de police technique et scientifique de la police nationale ;

**VU** l'arrêté du 17 avril 2023 autorisant au titre de l'année 2024 l'ouverture d'un recrutement de technicien de police technique et scientifique de la police nationale et fixant les modalités d'organisation et le nombre de postes ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 28 février 2023 portant délégation de signature de Monsieur Olivier MARMION, secrétaire général de la zone de défense et de sécurité Sud auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte-D'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 25 avril 2023 d'ouverture d'un recrutement de technicien de la police technique et scientifique de la police nationale au titre de l'année 2024 ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la zone de défense et de sécurité Sud ;

## **ARRETE**

**ARTICLE 1** – La liste des membres du jury d'admission des concours interne et externe de technicien de la police technique et scientifique de la police nationale au titre de l'année 2024 est composée comme suit :

- Mme Natalie VILALTA, attachée principale d'administration de l'État - SGAMI Sud
- Mme Geneviève BERTRAND, ingénieur de police technique et scientifique - DTPJ Toulouse
- Mme Catherine SAINTE, ingénieur en chef de police technique et scientifique, SNPS Marseille
- Mme Estelle FIORET, technicien de police technique et scientifique – CSP Castres
- Mme Catherine MARTIN, psychologue – DZRFPN/ENSAPN Toulouse

Les suppléants :

- Mme SABATE- DUMONTEIL Karine, conseiller d'administration IOM, SGAMI Sud
- M. Valentin MASIELLO, attaché d'administration de l'État - SGAMI Sud
- Mme Régine PAULY, technicien principal de police technique et scientifique - SNPS Toulouse
- Mme Isabelle VISKIC, technicien en chef de police technique et scientifique – SNPS Toulouse
- Mme Marjorie DEPREISSAT, psychologue – DZRFPN/ENSAPN Toulouse
- M. Claude YVINEC, ingénieur principal de police technique et scientifique – DTPJ Toulouse
- M. Eric MORA, technicien en chef de police technique et scientifique – DTPJ Toulouse
- M. Mikaël MARTY, technicien de police technique et scientifique – DTPJ Toulouse
- M. Franck MARECHAL, capitaine - DDSP Perpignan
- M. David FERRAN, technicien en chef de la police technique et scientifique – DTPJ Toulouse
- M. Stéphane ESPINOSA major – DDSP Albi

**ARTICLE 2** – La liste des examinateurs qualifiés est établie comme suit :

examineurs chargés de la conception et de la correction des épreuves écrites

- Mme Emilie BALAVOINE, professeur agrégé de français
- Mme Sophia GOMEZ, professeur agrégé de sciences et vie de la terre
- M. François POUDEIROUX, professeur agrégé de sciences physiques

examineurs chargés de la correction des épreuves écrites

- Mme Magali RAPUZZI technicien principal de la police technique et scientifique - DCSP
- Mme Nathalie BISER : technicien principal de la police technique et scientifique - DDSP
- M. Sébastien MERIES technicien principal de la police technique et scientifique -SNPS
- Mme Béatrice LEBLANC Technicienne en chef PTS DTPJ Marseille
- Mme Katia RIVAT : Technicien principal de la police technique et scientifique : DTPJ Marseille
- Mme Leila HAJJI Technicienne en chef DZPJ SUD
- Mme Michele BERTOLOTTI INGENIEUR PTS SRPTS Marseille
- Mme Clémentine COTE Ingénieure SNPS
- Mme Gaëlle SERVY, technicienne CEX – Education Nationale

examineurs chargés de l'épreuve orale de langue étrangère

- M. Philippe RODRIGUEZ (espagnol)
- Mme Isabelle PEREZ (espagnol)
- Mme MOUILLARD Anne (anglais)

**ARTICLE 3** – Le préfet de zone de défense et de sécurité Sud, préfet de région Provence Alpes Côte d'Azur, Préfet des Bouches du Rhône est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Colomiers, le 16/06/2023

La cheffe du bureau des personnels  
et du recrutement



Natalie VILALTA